



# Extrémisme violent en Afrique

Perceptions des citoyens du Sahel, du Lac Tchad, de la Corne

Par Stephen Buchanan-Clarke et Rorisang Lekalake

Synthèse de Politique No. 32, Afrobaromètre | Juin 2016

## Introduction

Au cours des deux dernières décennies, la menace que constituent les groupes extrémistes violents qui embrassent des discours religieux fondamentalistes s'est considérablement développée à travers l'Afrique (Hallowanger, 2014). L'ère coloniale et les régimes non-démocratiques qui ont caractérisé beaucoup de gouvernements postindépendance ont produit des mouvements anti-Occident et djihadistes à travers le Moyen-Orient et plus généralement le monde islamique (Moore, 2016). Ces mouvements préconisent l'avènement d'un régime religieux conservateur pour résoudre les anomalies sociales des sociétés modernes. Déjà dans les années '90, ces idéologies avaient commencé à s'étendre en Afrique, où les frontières poreuses, les systèmes de sécurité défectueux, les systèmes de gouvernance faibles, la corruption, les clivages ethniques, et les niveaux élevés de chômage des jeunes ont créé des environnements favorables au développement des groupes extrémistes (Institute for Economics & Peace, 2014).

Au Nigéria et en Somalie, par exemple, les organisations extrémistes violentes étaient à l'origine des mouvements ethniquement homogènes avec des préoccupations purement domestiques – le renversement de leurs gouvernements respectifs. Avec le temps elles ont évolué vers des objectifs politiques plus ambitieux et ont établi une présence active dans les états voisins. Ces groupes s'installent généralement dans les régions frontalières en raison des niveaux moindres de présence gouvernementale et de sécurité, qui facilitent la présence des réseaux illicites et des communautés frontalières vulnérables. Une telle situation met à rude épreuve non seulement la stabilité interne de beaucoup de pays, mais également la stabilité de la région toute entière.

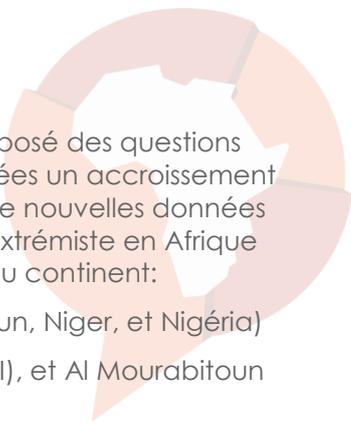
Par ailleurs, la coopération entre les groupes djihadistes nationaux et internationaux s'est accrue au cours de la décennie écoulée. En 2012, les Al Shabaab ont déclaré allégeance à Al Qaeda, mais des conflits internes récents sont nés des divergences de points de vue quant à rester dans cette alliance ou déclarer plutôt allégeance à l'Etat Islamique (EI). Début 2015, le groupe nigérian Boko Haram a publiquement déclaré allégeance au chef de l'EI, Abu Bakr Al-Baghdadi (Guardian, 2015). Non seulement ces réseaux internationaux apportent à ces groupes un appui matériel et opérationnel, mais ils établissent également leur crédibilité dans le mouvement global du djihadisme, facilitant de ce fait les recrutements à l'internationale (CNN, 2015).

Les méthodes sécuritaires ont grandement échoué à contenir l'emprise géographique des extrémistes violents en Afrique subsaharienne. Ceci a favorisé l'émergence d'approches axées sur le développement, telles que les initiatives visant à lutter contre et à prévenir l'extrémisme violent (« countering violent extremism » (CVE) et « preventing violent extremism » (PVE)), qui visent à solutionner les causes politiques et socio-économiques à la base de l'extrémisme (Zeiger & Aly, 2015). Au cours des deux dernières années, les Etats-Unis et l'Union Européenne ont tous les deux officiellement décrit leurs approches pour ce qui est du CVE.<sup>1</sup> Plusieurs initiatives ont également vu le jour sur le continent africain, y compris l'approche modérée de lutte contre le terrorisme du Nigéria (NACTEST).

Les approches axées sur le développement mettent l'accent sur les environnements où l'extrémisme violent prospère. Les sondages d'opinion donnent un aperçu de l'impact de l'extrémisme violent sur les citoyens ordinaires en exposant leurs opinions, attitudes, et préférences en termes de politique. Ils permettent également aux chercheurs d'identifier les zones et les populations au sein desquelles des facteurs pouvant favoriser l'extrémisme, tels que la quasi-absence de cohésion sociale ou une grande méfiance envers l'état, sont présents.

---

<sup>1</sup> En avril 2015, le gouvernement des Etats-Unis a ébauché un plan d'action qui décrit ses stratégies de lutte contre l'extrémisme violent (Baker & Davis, 2015). L'Union Européenne a présenté son approche de lutte contre l'extrémisme violent dans la Stratégie 2014 de Prévention de la Radicalisation et le Recrutement (Commission Européenne, 2014).



Les enquêtes d'Afrobaromètre au titre du Round 6 en 2014/2015 ont posé des questions liées à la sécurité dans plusieurs pays qui ont vécu ces dernières années un accroissement de l'extrémisme violent. Cet article fournit une analyse exploratoire de nouvelles données d'opinion de trois des « points névralgiques » régionaux de l'activité extrémiste en Afrique subsaharienne, qui abritent certains des groupes les plus prolifiques du continent:

1. Boko Haram dans la région du Lac Tchad (Cameroun, Niger, et Nigéria)
2. Ansar Dine, Al Qaeda au Maghreb Islamique (AQMI), et Al Mourabitoun (entre d'autres) dans la région du Sahel (Mali)
3. Al Shabaab dans la Corne de l'Afrique (Kenya et Ouganda)

Les données d'enquête d'Afrobaromètre suggèrent que les questions de sécurité sont parmi les plus grandes priorités des citoyens des pays qui ont connu des niveaux élevés d'activité extrémiste. La confiance publique en l'action des forces de sécurité varie considérablement d'un pays à l'autre; la confiance est généralement moindre envers la police qu'envers l'armée. L'approbation publique des efforts gouvernementaux dans la lutte contre l'extrémisme s'étendait d'environ quatre sur 10 au Nigéria et au Kenya à trois-quarts ou plus au Mali, au Cameroun, au Niger, et en Ouganda. Le soutien au renforcement de la réactivité et des capacités militaires était élevé dans tous les pays où la question a été posée. Parmi ce qui d'après les citoyens motiverait à rejoindre les rangs des groupes extrémistes, le gain personnel était une réponse bien plus commune que la croyance religieuse.

Quand bien même l'analyse exploratoire présentée ici doit être considérée à la lumière des changements opérés dans la gouvernance et de l'évolution des stratégies extrémistes et anti-extrémistes, elle suggère que les opinions et les attitudes des citoyens peuvent informer le développement des politiques face à l'extrémisme violent.

## Afrobaromètre

Afrobaromètre est un réseau de recherches panafricain et indépendant qui conduit des enquêtes sur les attitudes du public envers la démocratie, la gouvernance, les conditions économiques, et des questions connexes à travers plus de 30 pays d'Afrique. Cinq rounds d'enquêtes ont été conduits entre 1999 et 2013, et les résultats du Round 6 (2014/2015) sont actuellement en cours de publication.

Afrobaromètre réalise des entretiens face-à-face dans la langue choisie par le répondant avec des échantillons représentatifs nationaux qui produisent des résultats au niveau national avec des marges d'erreur de +/-2% (pour un échantillon de 2.400 répondants) ou +/-3% (pour un échantillon de 1.200 répondants) à un niveau de confiance de 95%.

Les entrevues au titre du Round 6 de presque 54.000 citoyens dans 36 pays représentent les opinions de plus des trois-quarts de la population du continent (voir le Tableau A.1 en annexe pour la liste des pays et les dates où les enquêtes ont été conduites).

Ce document de politique se base principalement sur les données du Round 6 provenant de six pays d'Afrique subsaharienne où des questions ont été posées sur l'extrémisme violent: Nigéria, Cameroun, Niger, Mali, Kenya, et Ouganda. Les résultats provenant des pays d'Afrique du Nord par rapport à l'extrémisme violent sont consignés dans la Dépêche No. 100 d'Afrobaromètre (disponible au [www.afrobarometer.org](http://www.afrobarometer.org)).

## Résultats clés

- A peu près quatre sur 10 (45%) de Kenyans, Nigériens (39%), et Maliens (38%) ont mentionné les questions relatives à la sécurité comme l'un des trois problèmes principaux auxquels se trouvent confrontés leurs pays – environ le double de la moyenne (19%) à travers 36 pays enquêtés en 2014/2015.

- 
- La sécurité était une plus grande priorité de dépense additionnelle de la part du gouvernement au Nigéria (43%), au Kenya (34%), au Cameroun (22%), au Mali (21%), et au Niger (19%) qu'en moyenne à travers les 36 pays (17%).
  - À travers 36 pays, seulement la moitié (51%) des répondants ont affirmé faire « partiellement confiance » ou « très confiance » à la police, tandis que 64% affirmaient faire confiance à l'armée. Parmi les six pays concernés par l'étude, les niveaux de confiance étaient les plus élevés au Niger (police 86%, armée 92%) et les plus bas au Nigéria (21% et 40%).
  - Dans la région du Lac Tchad:
    - Les Nigériens étaient plus enclins (33%) à croire que les groupes extrémistes comme Boko Haram bénéficiaient de soutien local et international que leurs homologues du Cameroun (11%) et du Niger (12%).
    - Les Nigériens étaient bien plus critiques des efforts du gouvernement pour contrer l'extrémisme (sous l'administration de l'ancien Président Goodluck Jonathan) que les Camerounais et Nigériens.
    - Le renforcement de la réponse militaire à l'extrémisme armé était sensiblement plus populaire au Niger (73%) et au Cameroun (58%) qu'au Nigéria (42%).
    - Le désir d'enrichissement personnel ou de puissance personnelle était considéré comme une motivation bien plus commune à rejoindre les rangs des groupes extrémistes que la croyance religieuse.
  - Au Mali:
    - En décembre 2014, les trois-quarts (75%) des Maliens ont affirmé que la négociation entre le gouvernement et les groupes armés était la meilleure manière de s'attaquer à la crise dans le Nord du pays.
    - La proportion des citoyens qui pensaient que poursuivre les extrémistes présumés était la meilleure option pour une paix durable et la réconciliation a diminué d'environ la moitié entre 2013 (70%) et 2014 (36%).
    - Les trois-quarts (75%) des Maliens approuvaient les efforts du gouvernement pour contrer l'extrémisme violent.
  - Dans la Corne de l'Afrique:
    - L'approbation publique de la réponse du gouvernement à l'extrémisme était considérablement inférieure chez les Kenyans (44%) que chez les Ougandais (83%).
    - Bien que deux-tiers (66%) des Kenyans aient approuvé l'intervention du pays en Somalie malgré les représailles extrémistes, seuls 43% d'entre eux s'opposeraient à un retrait militaire.

## La sécurité au rang des priorités en Afrique

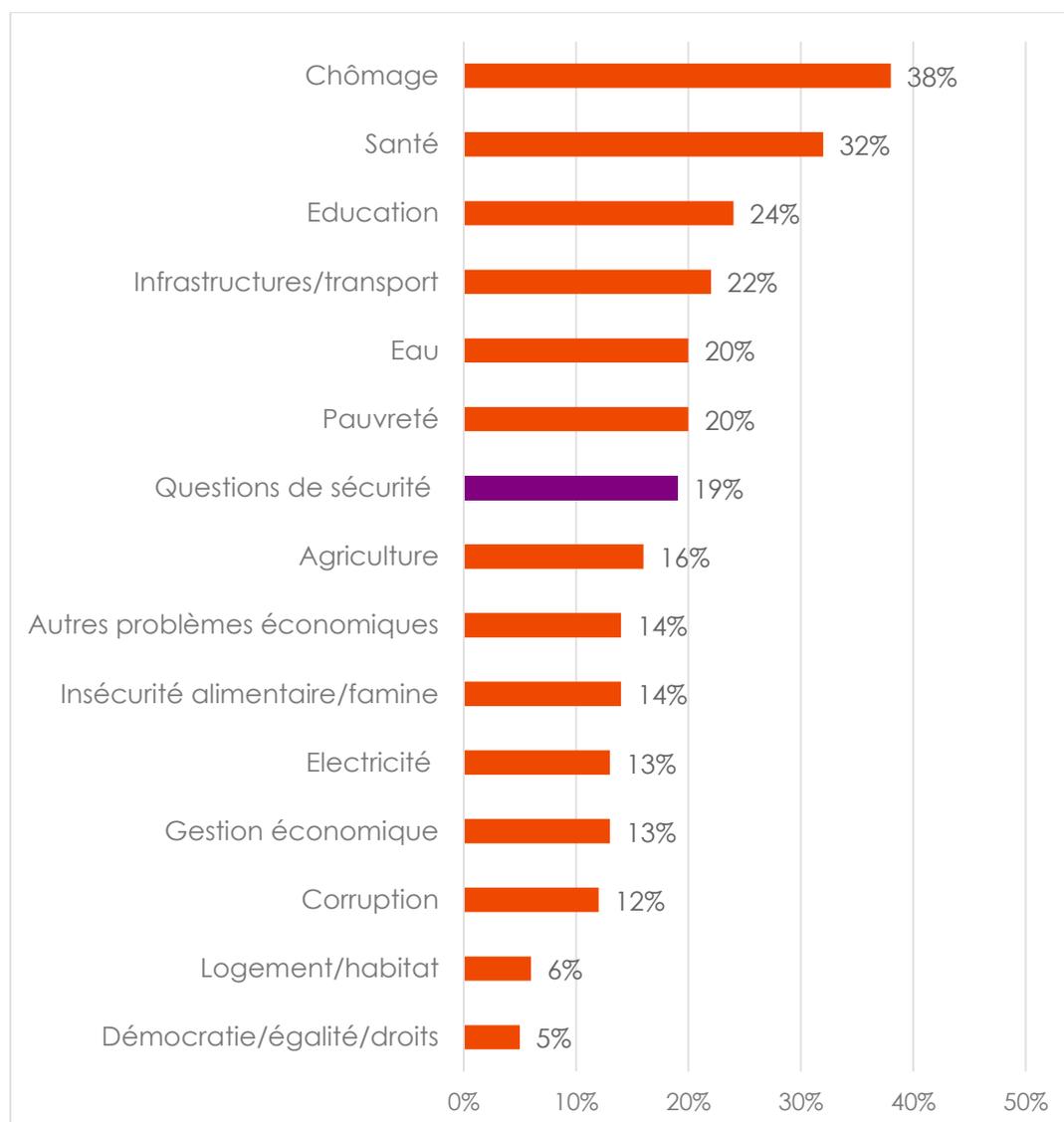
À travers 36 pays enquêtés en 2014/2015, environ un citoyen sur cinq (19%) ont mentionné des questions de sécurité (crime et sécurité, violence et instabilité politique, tensions ethniques, guerre entre états, guerre civile, et terrorisme confondus) comme l'un des trois problèmes les plus importants auxquels se trouve confronté leur pays. Ceci classe la sécurité au septième rang, après le chômage, la santé, l'éducation, les infrastructures/transports, l'eau, et la pauvreté (Bentley et autres, 2015) (Figure 1).

Les perceptions des problèmes varient considérablement d'un pays à l'autre. La sécurité était une préoccupation majeure pour la moitié des pays figurant dans cette publication: Le Kenya (cité par 45% de répondants, le classant premier de tous les problèmes), le Nigéria (39%), et le Mali (38%), tous ayant subi des menaces importantes de la part de

groupes extrémistes violents avant la période de leurs enquêtes respectives (Figure 2). La proportion des citoyens qui ont mentionné la sécurité parmi les trois principaux problèmes nationaux était significativement inférieure au Cameroun (22%), au Niger (14%), et en Ouganda (10%).

A la question de savoir lesquels de six principaux secteurs devraient être prioritaires si leurs gouvernements pouvaient augmenter leurs dépenses, seuls 17% des citoyens à travers 36 pays ont cité la sécurité comme première ou deuxième priorité d'investissements futurs. Ceci est significativement inférieur par rapport aux réponses en faveur de l'éducation (55%), la santé (51%), l'agriculture (30%), et les infrastructures (27%) (voir le Tableau A.2 en annexe). Les préférences des citoyens ont considérablement varié selon le contexte national. La priorisation de l'investissement dans la sécurité était plus élevée que la moyenne au Nigéria (43%), au Kenya (34%), au Cameroun (22%), au Mali (21%), et au Niger (19%) (Figure 3).

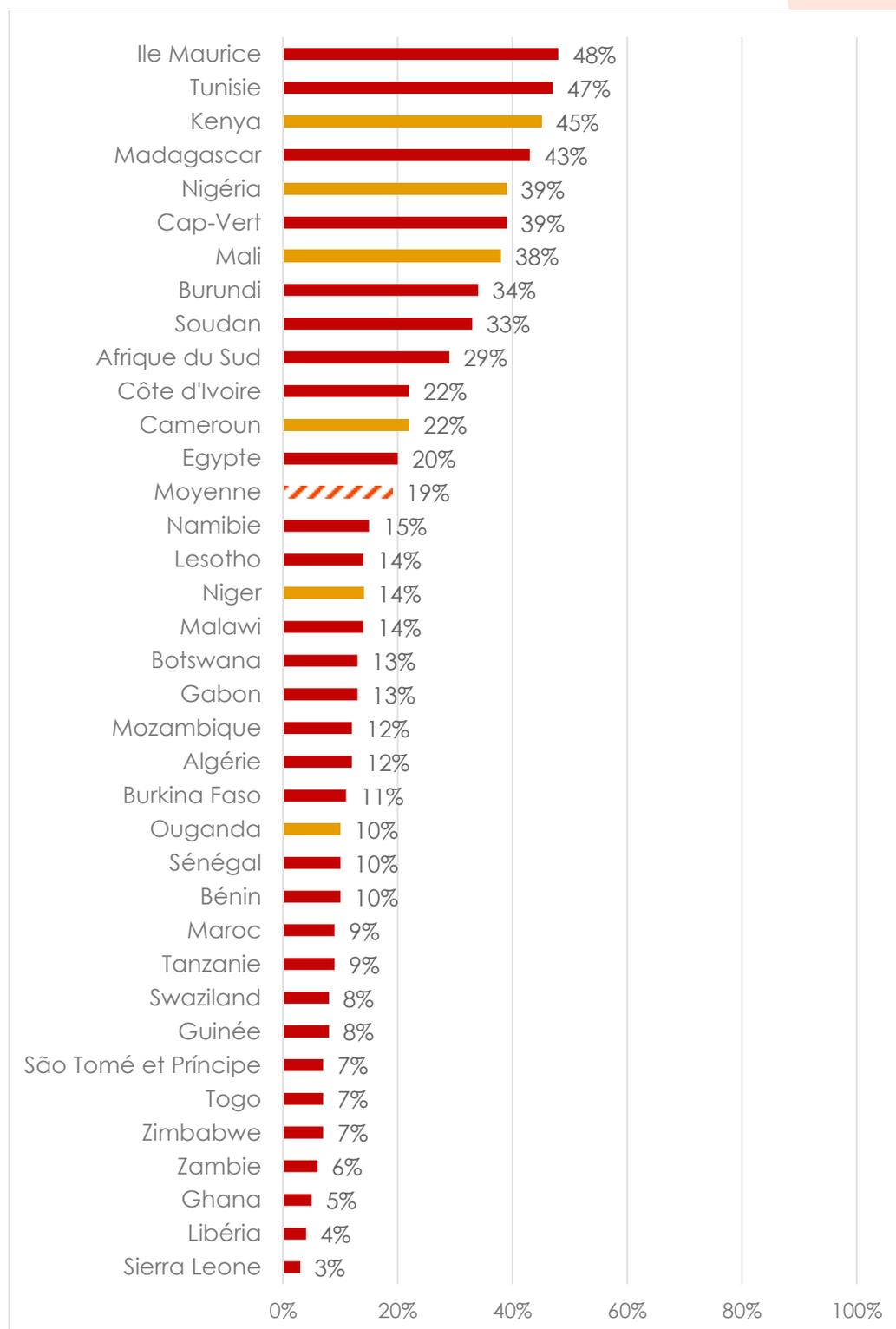
**Figure 1: Problèmes nationaux les plus importants | 36 pays | 2014/2015**



**Question posée aux répondants:** A votre avis, quels sont les problèmes les plus importants auxquels le pays fait face et auxquels le gouvernement devrait s'attaquer?

*Note:* Les répondants pourraient donner jusqu'à trois réponses. La figure montre % des répondants qui ont mentionné chaque problème parmi leurs trois principaux problèmes. « Questions de sécurité » combine les catégories de crime et sécurité, violence et instabilité politique, tensions ethniques, guerre, et terrorisme.

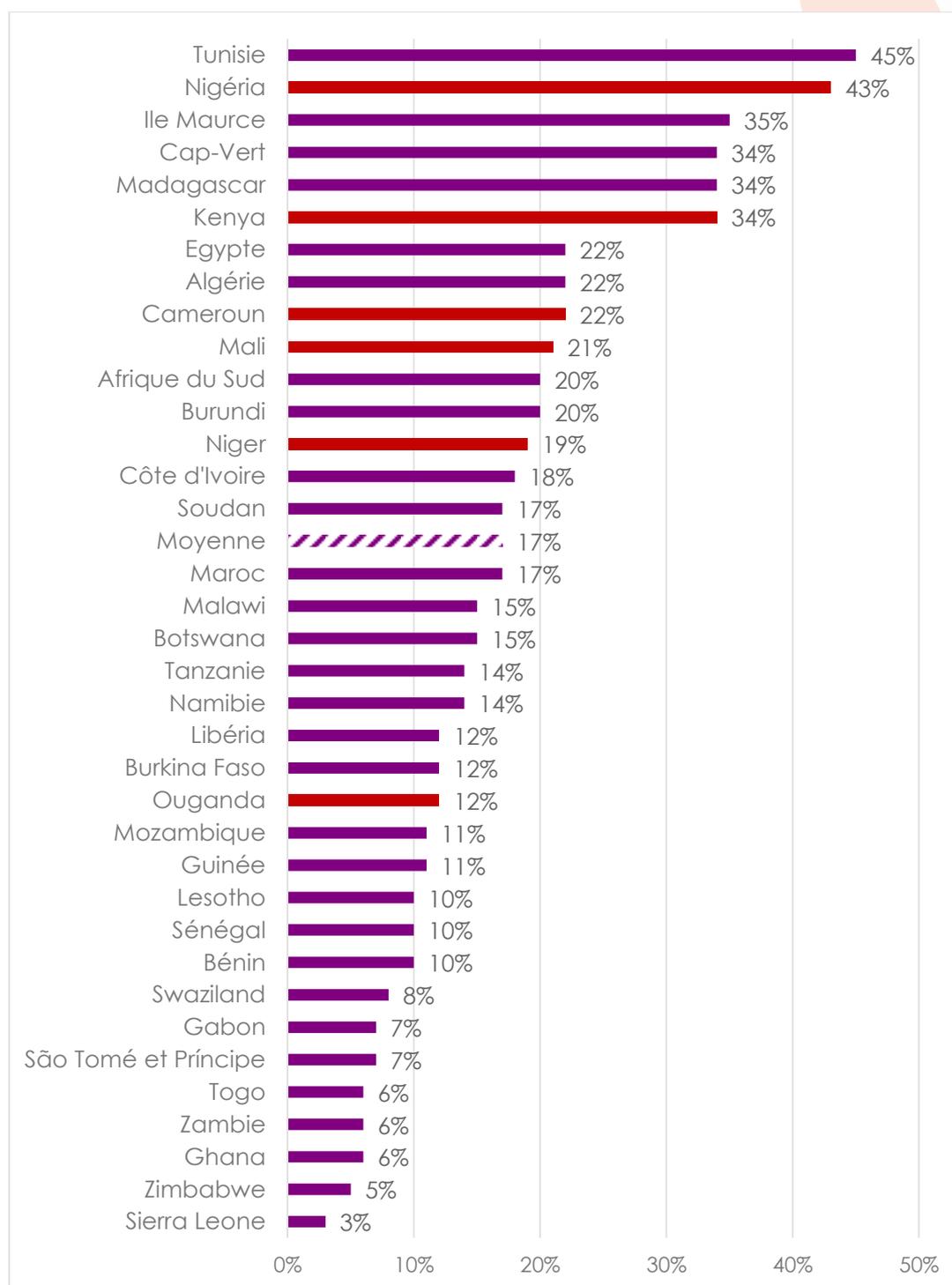
**Figure 2: Questions de sécurité parmi les trois principaux problèmes auxquels leur pays fait face | 36 pays | 2014/2015**



**Question posée aux répondants:** A votre avis, quels sont les problèmes les plus importants auxquels le pays fait face et auxquels le gouvernement devrait s'attaquer?

*Note:* Les répondants pourraient donner jusqu'à trois réponses. La figure montre % des répondants qui ont mentionné chaque problème parmi leurs trois principaux problèmes. « Problèmes de sécurité » combine les catégories de crime et sécurité, violence et instabilité politique, tensions ethniques, guerre, et terrorisme.

**Figure 3: La sécurité comme priorité de dépense additionnelle de la part du gouvernement | 36 pays | 2014/2015**



**Question posée aux répondants:** À votre avis, si le gouvernement de ce pays pouvait augmenter ses dépenses, lequel des secteurs suivants devrait être la priorité de ces investissements additionnels? Lequel serait la seconde priorité? (% qui ont mentionné la sécurité parmi leurs deux priorités)

### Confiance du public envers les forces de sécurité

La confiance du public dans les forces de sécurité a un grand effet sur le succès des initiatives sécuritaires visant à combattre l'extrémisme violent. Elle détermine si les communautés locales, qui sont une source importante d'information et souvent mieux



loties pour comprendre la dynamique conflictuelle spécifique de leur région, sont disposées à travailler avec ou contre les forces de sécurité (Hultman, 2007). Le manque de confiance en l'armée ou la police, particulièrement en leur capacité à identifier les extrémistes armés parmi la population générale, pourrait conduire au soutien civil de ces organisations violentes. En outre, le désarmement, la dé-radicalisation, et les programmes de réinsertion visent généralement les personnes qui ont été recrutées dans des groupes extrémistes violents par la coercition ou les incitations financières, plutôt que par l'idéologie. Le manque de confiance dans les forces de sécurité pourrait décourager ces personnes de sorte qu'ils ne s'engagent pas dans de tels programmes, par crainte que leur collaboration avec les forces de sécurité ne compromette leur sûreté.

### Forces de police

À travers les 36 pays africains enquêtés en 2014/2015, en moyenne seule la moitié (51%) des citoyens ont affirmé faire « partiellement » ou « très » confiance à la police (Figure 4).

La confiance du public en la police était la plus élevée dans la région Est de l'Afrique (57%), suivie de près par l'Afrique du Nord (56%) et l'Afrique Australe (54%), tandis que les populations de l'Ouest et du Centre étaient moins confiantes.<sup>2</sup> Parmi les six pays concernés par cette étude, la confiance du public était la moindre au Nigéria (21%) et au Kenya

(36%) et la plus élevée au Niger, où presque neuf sur 10 citoyens (86%) ont affirmé faire confiance à la police.

---

Faites vos propres analyses des données d'Afrobaromètre – sur n'importe quelle question, pays, ou période. C'est facile et gratuit au [www.afrobarometer.org/online-data-analysis](http://www.afrobarometer.org/online-data-analysis).

---

L'enquête de 2014/2015 a également révélé que la police était l'organisme public le plus largement considéré corrompu: Presque la moitié des répondants à l'enquête (47%) en Afrique subsaharienne ont affirmé que

les fonctionnaires de police sont « tous » ou pour « la plupart » corrompus, suivis des chefs d'entreprises (42%), des cadres du gouvernement (38%), et des agents des impôts (37%) (Transparency International, 2015). Dans l'ensemble, 45% des citoyens à travers les 36 pays ont dit de même (voir le Tableau A.3 en annexe pour plus de détails). Les niveaux de corruption perçue au sein de la police étaient significativement plus bas en Afrique du Nord (31%) que dans d'autres régions.

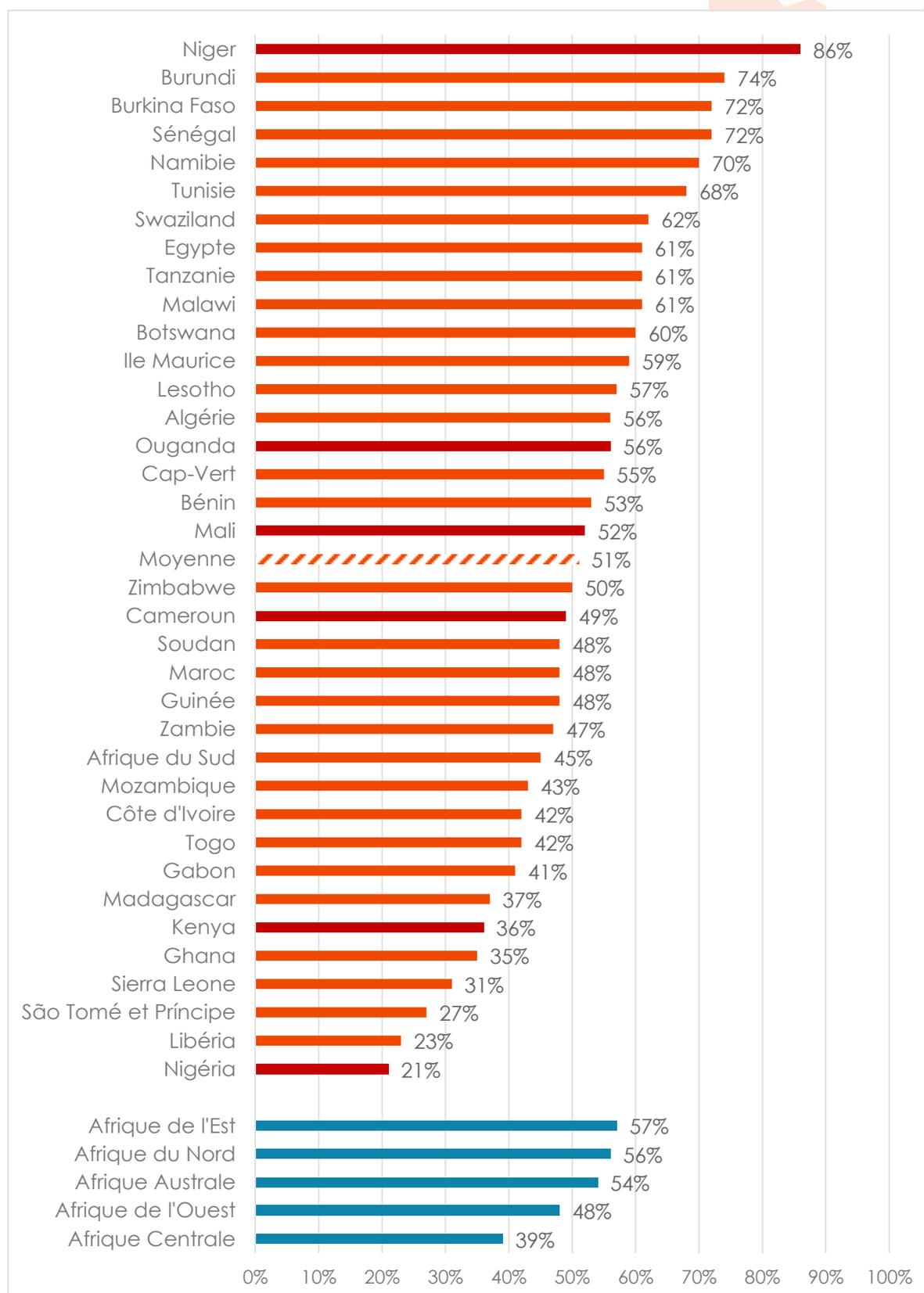
### Forces armées

La confiance du public pour les forces armées est généralement plus élevée que pour la police: 64% des Africains ont affirmé faire « partiellement » ou « très » confiance à leurs armées respectives (Figure 5), 13 points de pourcentage de plus que pour la police. Les moyennes régionales suivent le même modèle global qu'avec la confiance en la police, avec les niveaux les plus élevés en Afrique de l'Est (79%) et les plus bas en Afrique Centrale (52%). Les Nigériens étaient là encore les moins confiants de tous les 36 pays, à quatre sur 10 (40%), tandis que les habitants du Niger (92%) étaient en deuxième position des plus confiants, précédés seulement par les Tunisiens (94%). Parmi les six pays concernés, tous sauf le Nigéria ont exprimé des niveaux de confiance en l'armée au-dessus de la moyenne, y compris le Kenya, dont les forces armées bénéficient de significativement plus de confiance que la police (68% contre 36%).

---

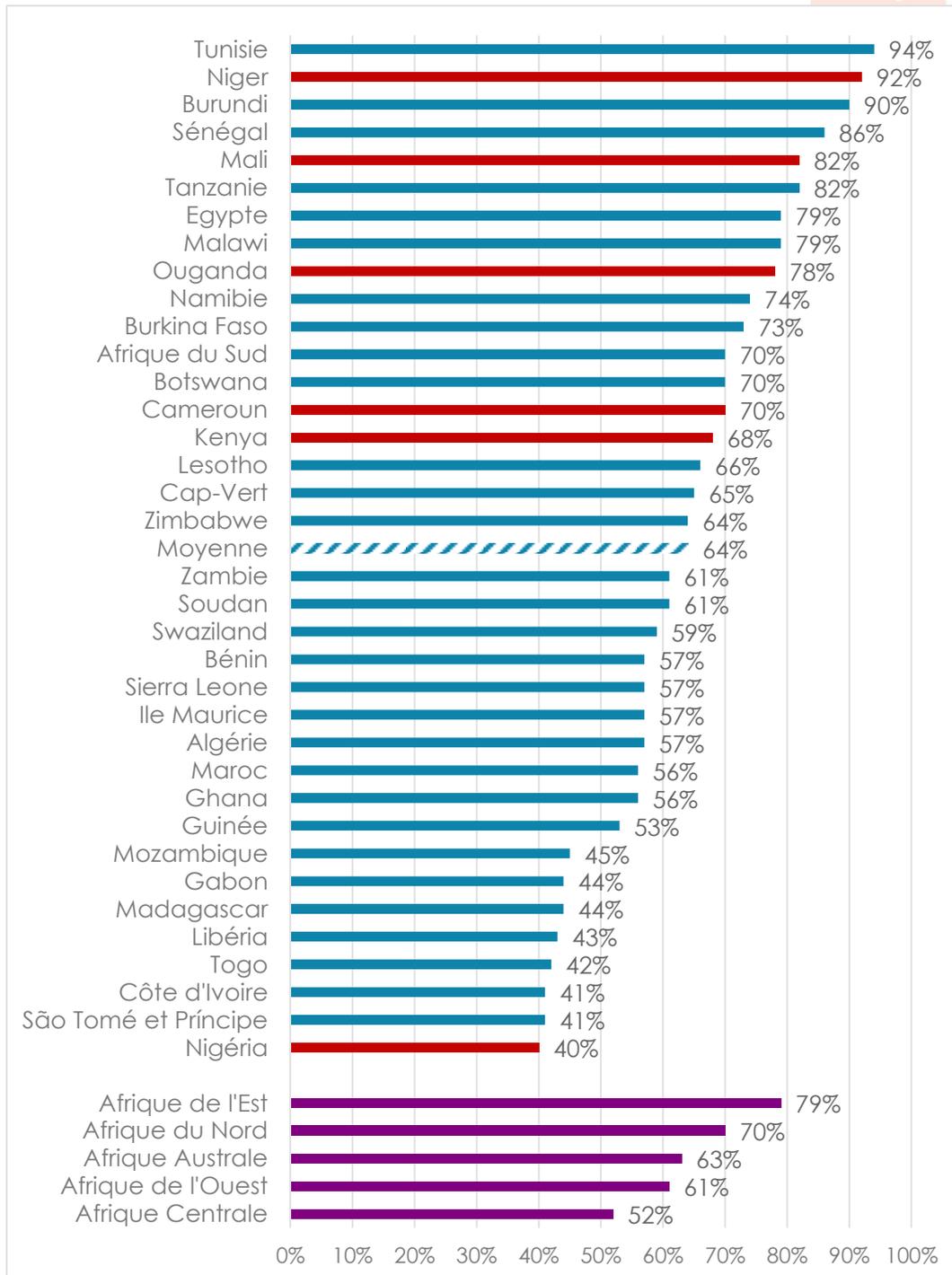
<sup>2</sup> Les groupements régionaux sont: L'Afrique de l'Est (le Burundi, le Kenya, la Tanzanie, l'Ouganda), l'Afrique Occidentale (le Bénin, le Burkina Faso, le Cap-Vert, la Côte d'Ivoire, le Ghana, la Guinée, le Libéria, le Mali, le Niger, le Nigéria, le Sénégal, la Sierra Leone, le Togo), l'Afrique Australe (le Botswana, le Lesotho, Madagascar, le Malawi, l'Ile Maurice, la Mozambique, la Namibie, l'Afrique du Sud, le Swaziland, la Zambie, le Zimbabwe), l'Afrique du Nord (l'Algérie, l'Egypte, le Maroc, le Soudan, la Tunisie), et l'Afrique Centrale (le Cameroun, le Gabon, et São Tomé et Príncipe).

Figure 4: Confiance en la police | 36 pays | 2014/2015



Question posée aux répondants: Faites-vous confiance à chacune des institutions suivantes, ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler: La police? (% « partiellement » ou « très » confiance)

Figure 5: Confiance dans les forces armées | 36 pays | 2014/2015



Question posée aux répondants: Faites-vous confiance à chacune des institutions suivantes, ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler: L'armée? (% « partiellement » ou « très » confiance)

### Extrémisme violent dans la région du Lac Tchad

Le Nigéria a connu un accroissement exponentiel de l'extrémisme violent au cours des six dernières années (voir la Figure A.1 en annexe). La majorité de ces attaques sont attribuables à Boko Haram. Établi en 2009, le groupe cherche à renverser l'état nigérian et à établir un califat régi par la *sharia*. En 2014, Boko Haram a supplanté l'EI et est devenu l'organisation extrémiste violente la plus mortelle au monde, avec environ 7.512 morts cette année-là, représentant une augmentation de 317% par rapport à l'année

précédente (Institute for Economics & Peace, 2015). Le Council on Foreign Relations (2016) estime que 23.000 civils sont morts depuis le début de l'insurrection en 2010.

Le gouvernement nigérian a été critiqué pour son manque de politique cohérente dans la lutte contre Boko Haram, ainsi que pour les approches maladroites adoptées par les forces de police nigérianes, le service de la sûreté de l'état, et l'armée. Amnesty International (2015) rapporte que depuis le début de l'insurrection, « les forces militaires ont procédé à plus de 1.200 exécutions extrajudiciaires; elles ont arbitrairement arrêté au moins 20.000 personnes, pour la plupart des jeunes hommes et garçons; et ont commis d'innombrables actes de torture » (p. 4).

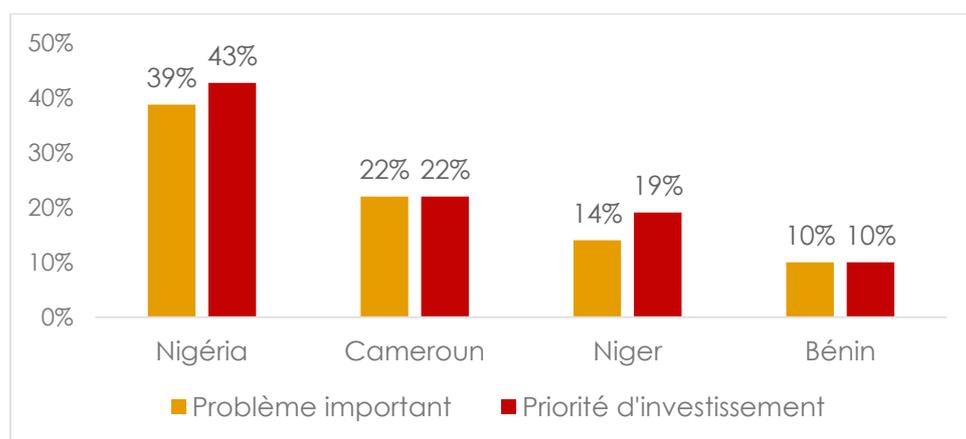
Les activités de Boko Haram sont en grande partie concentrées dans les états du Nord-Est du pays (Borno, Yobe, et Adamawa), mais au cours des deux dernières années, le groupe a de plus en plus profité des frontières poreuses dans la région du Lac Tchad pour établir sa présence au Cameroun, au Tchad, et au Niger. Environ 2,3 millions de personnes ont été déplacées de la région à cause de cette crise (Haut-Commissaire des Nations Unies pour les Réfugiés, 2015).

En réponse à cette menace régionale croissante, un corps expéditionnaire mixte multinational (MNJTF) – un corps combiné de forces de sécurité du Nigéria, du Tchad, du Niger, du Cameroun, et du Bénin soutenu par l'Union Africaine (AU) – a lancé son offensive en Afrique Occidentale en janvier 2015. Le mois suivant, Boko Haram a posté un communiqué vidéo sur YouTube menaçant les pays dont sont originaires les forces conjointes du MNJTF d'attaques de représailles (Al Arabiya, 2015). Depuis lors, Boko Haram a augmenté la fréquence de ses attaques au Cameroun, au Tchad, et au Niger.

### L'extrémisme violent au rang des priorités dans la région

Comme nous l'avons vu ci-dessus, les pays varient significativement au regard de l'importance que leurs citoyens accordent à la sécurité comme problème et comme priorité de dépense additionnelle de la part du gouvernement. Dans la région du Lac Tchad, environ quatre Nigériens sur 10 ont mentionné des questions de sécurité parmi leurs premiers problèmes et priorités d'investissement, contre la moitié environ de ce nombre chez les Camerounais et moins encore chez les Nigériens et les Béninois (Figure 6). (Afrobaromètre n'a pas mené d'enquête au Tchad.)

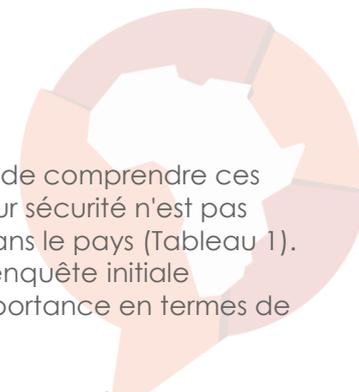
**Figure 6: La sécurité au rang des priorités** | 4 pays de la région du Lac Tchad | 2014/2015



#### Questions posées aux répondants:

1. A votre avis, quels sont les problèmes les plus importants auxquels le pays fait face et auxquels le gouvernement devrait s'attaquer? (% qui ont mentionné des questions de sécurité parmi leurs trois réponses)
2. À votre avis, si le gouvernement de ce pays pouvait augmenter ses dépenses, lequel des secteurs suivants devrait être la priorité de ces investissements additionnels? Lequel serait la seconde priorité? (% qui ont mentionné la sécurité parmi leurs deux priorités)

L'expérience vécue de chaque pays de l'extrémisme armé permet de comprendre ces différences de perception. La préoccupation des Nigériens pour leur sécurité n'est pas étonnante, étant donné le nombre élevé d'attaques et de morts dans le pays (Tableau 1). La sécurité n'était pas une priorité du tout pour les Nigériens dans l'enquête initiale d'Afrobaromètre en 2000, mais elle a considérablement pris de l'importance en termes de priorité depuis 2012 (Tableau A.4 en annexe).



**Table 1: Fréquence et impact des attaques extrémistes** | 4 pays de la région du Lac Tchad | 2014/2015

	Dates des enquêtes	La sécurité comme priorité	Nombre d'attaques, 2014 <sup>3</sup>	Nombre de morts, 2014	Indice Global du Terrorisme, 2014 <sup>4</sup>
<b>Nigéria</b>	Déc. 2014- jan. 2015	39%	621	7.461	8,58
<b>Cameroun</b>	Jan.-fév. 2015	22%	56	526	1,45
<b>Niger</b>	Avril 2015	14%	3	11	2,59
<b>Bénin</b>	Mai-juin 2014	10%	0	0	0

Le Cameroun a enregistré la première attaque de Boko Haram sur son territoire début 2013. Le groupe a intensifié son activité dans le pays au cours de l'année qui a suivi et a attaqué le village et enlevé l'épouse du vice-président camerounais, Amadou Ali, en juillet 2014 (Al Jazeera, 2014). Eu égard à leur expérience moins intense de la violence de Boko Haram, les Camerounais étaient moins enclins que les Nigériens à mentionner la sécurité comme grande préoccupation nationale (22% contre 39%). De même, les citoyens du Niger, qui a connu trois attaques extrémistes violentes en 2014, étaient moins enclins que les Camerounais à classer la sécurité parmi leurs problèmes majeurs (14%).<sup>5</sup> Bien que le Bénin ait apporté 800 soldats au MNJTF, aucune attaque confirmée de Boko Haram ne s'est produite dans le pays jusqu'ici.

### *Perceptions du soutien aux groupes extrémistes violents*

Pour évaluer les perceptions des citoyens du soutien aux groupes extrémistes violents, Afrobaromètre a demandé aux répondants au Nigéria et au Cameroun, « Selon vous, lesquelles parmi les personnes suivantes soutiennent et aident les groupes extrémistes qui

<sup>3</sup> Les chiffres ont été déterminés à l'aide de chacun des trois critères servant à définir un incident terroriste dans la Base de Données Globale du Terrorisme (GTD): Un tel acte doit (1) « viser à atteindre un but politique, économique, religieux, ou social »; (2) « démontrer clairement une intention de contraindre, intimider, ou faire parvenir un autre message à un plus grand public (ou plus grands publics) que les victimes immédiates »; et (3) « être en dehors d'un contexte d'activités légitimes de guerre, c.-à-d. que l'acte doit être commis en dehors des paramètres autorisés par la loi humanitaire internationale » (National Consortium for the Study of Terrorism and Responses to Terrorism, 2016). Les cas ambigus ont été exclus des critères de recherche.

<sup>4</sup> Le score de l'indice Global du Terrorisme (GTI) (2015) d'un pays est basé sur le nombre d'attaques, de morts, et de blessés ainsi que les dégâts matériels attribués aux terroristes au cours d'une année donnée (Institute for Economics & Peace, 2016).

<sup>5</sup> Le score de l'indice Global du Terrorisme du Niger est plus élevé que celui du Cameroun, malgré un nombre inférieur d'attaques en 2014, parce que l'indexation inclut les attaques des quatre années précédentes afin de tenir compte des répercussions traumatiques des attaques terroristes.

se lancent dans les attaques et les kidnappings au/en [pays], ou n'en savez pas assez pour vous prononcer: Chefs traditionnels? Agents du gouvernement local? Hauts fonctionnaires dans le gouvernement fédéral et central? Militaires du/de [pays]? Députés de l'Assemblée Nationale? Les musulmans du/de [pays]? Les groupes extrémistes internationaux?»

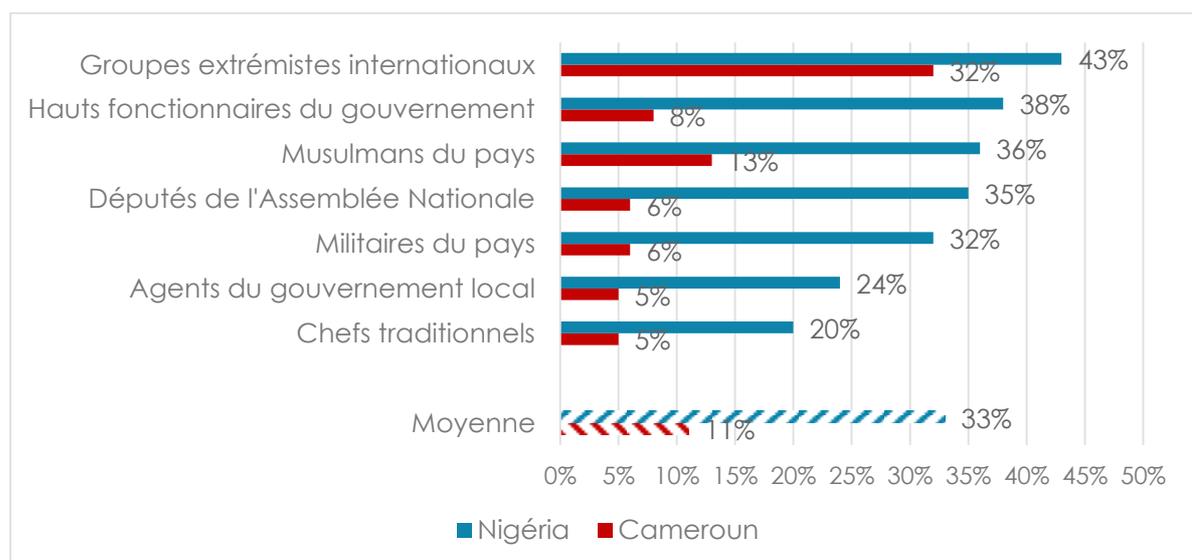
Le soutien supposé à l'extrémisme armé était considérablement plus bas au Cameroun qu'au Nigéria (Figure 7). En moyenne, un tiers (33%) des Nigériens ont affirmé que « la plupart » ou « tous » les membres de ces entités aident les organisations comme Boko Haram, contre 11% de Camerounais. Dans les deux pays, le soutien était supposé être le plus élevé pour ce qui est des groupes extrémistes internationaux (43% et 32%, respectivement) et le plus bas pour ce qui est des chefs traditionnels (voir le Tableau A.5 en annexe pour plus de détails).

Une question similaire a été posée au Niger, où les perceptions du soutien à Boko Haram par les pays occidentaux (36%) étaient considérablement plus élevées que pour toutes les autres catégories (Figure 8). Seuls 5% de Nigériens étaient « en accord » ou « fortement en accord » que les organisations de la société civile et les médias soutiennent le groupe extrémiste. (Veuillez consulter le Tableau A.6 en annexe pour plus de détails). Comme au Cameroun, la perception du soutien des musulmans locaux était basse (13%), contrairement au Nigéria, où plus d'un tiers (36%) des répondants pensent que « tous » ou « la plupart » des citoyens musulmans soutiennent les groupes extrémistes.

La prépondérance de l'idée selon laquelle les groupes comme Boko Haram au Niger bénéficieraient du soutien des pays occidentaux est surprenante et indique clairement le besoin d'explorer davantage les opinions des citoyens si les partenaires au développement occidentaux doivent jouer un plus grand rôle dans la lutte contre l'extrémisme violent dans le pays.

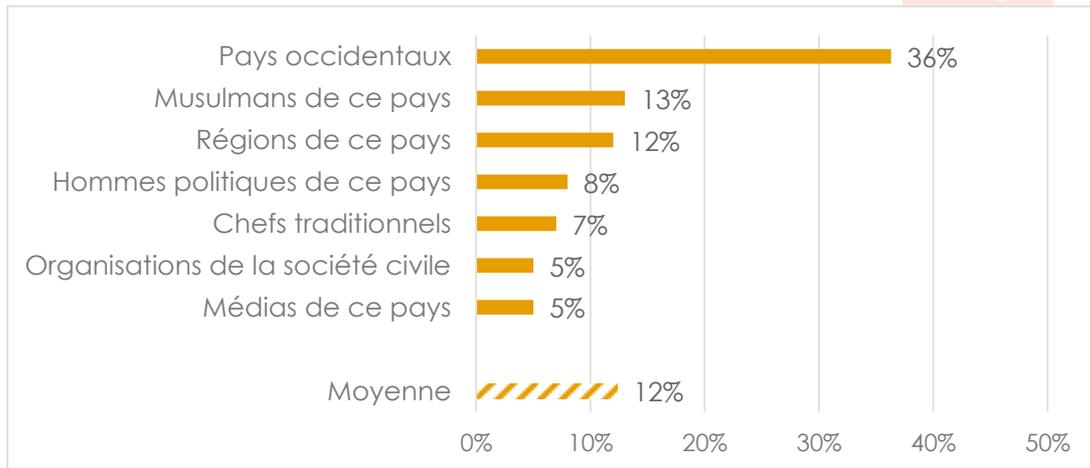
Une grande majorité des citoyens de tous les trois pays affirment que le soutien aux groupes extrémistes comme Boko Haram est essentiellement intéressé (Figure 9). La majorité des Nigériens (56%) et des Nigériens (52%) pensent que ce soutien est motivé par le désir d'enrichissement personnel ou la soif de pouvoir, tout comme 34% des Camerounais. En dépit de ce que Boko Haram prétend être un groupe djihadiste, seulement à peu près un sur 10 répondants affirment que ses supporters sont principalement motivés par la croyance religieuse.

**Figure 7: Perceptions du soutien à l'extrémisme armé | Nigéria et Cameroun**  
| 2014/2015



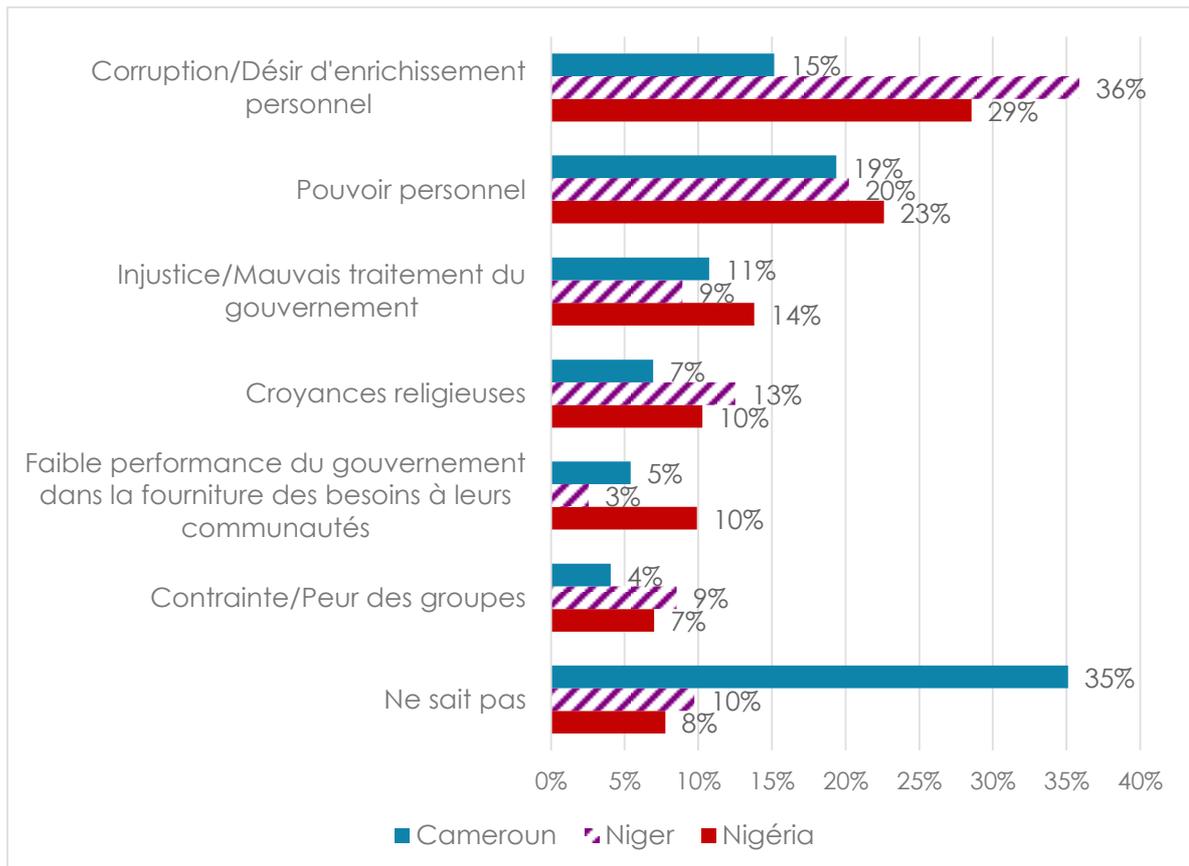
**Questions posées aux répondants:** Selon vous, combien des personnes suivantes soutiennent et aident les groupes extrémistes qui se lancent dans les attaques et les kidnappings au/en [pays], ou n'en savez pas assez pour vous prononcer? (% qui répondent « la plupart » ou « tous »)

**Figure 8: Perception du soutien à Boko Haram | Niger | 2015**



**Questions posées aux répondants:** Etes-vous d'accord ou pas avec les affirmations suivantes à propos du groupe Islamiste Boko Haram: Des pays occidentaux soutiennent et assistent Boko Haram? Certains \_\_\_\_\_ de ce pays soutiennent et assistent Boko Haram? (% « en accord » ou « fortement en accord »)

**Figure 9: Les motivations du soutien aux groupes extrémistes | Nigéria, Cameroun, et Niger | 2014/2015**



**Question posée aux répondants:** Selon vous, quelle est la raison fondamentale qui fonde le soutien et l'assistance de certaines personnes au/en [pays] à ces groupes extrémistes armés?<sup>6</sup>

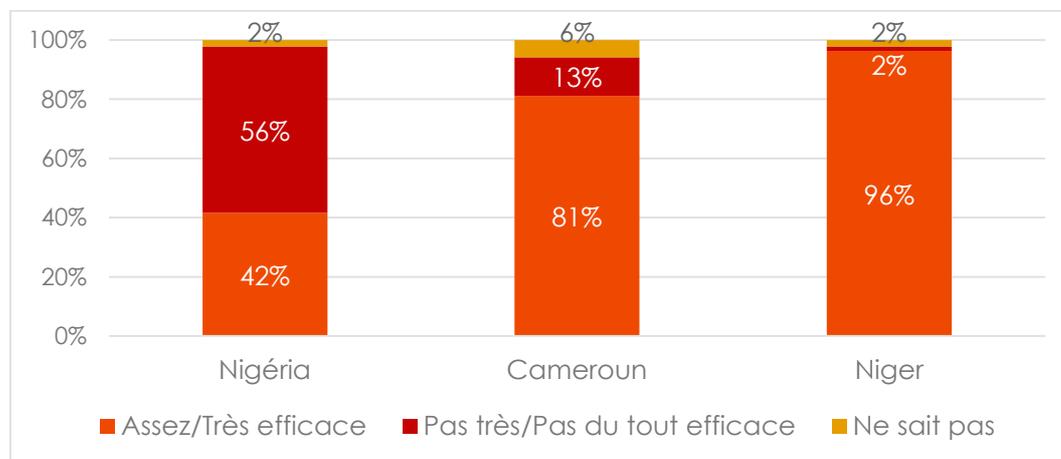
<sup>6</sup> Le texte de l'enquête au Cameroun et au Niger fait spécifiquement référence à Boko Haram, quand bien même d'autres groupes extrémistes opèrent également au Niger.

Les Camerounais étaient considérablement plus susceptibles de répondre « je ne sais pas » à cette question (35%) que leurs compères du Niger (10%) et du Nigéria (8%). Ils étaient également à peu près deux fois plus susceptibles que les Nigériens de répondre « je ne sais pas » à la question de savoir les sources d'assistance de Boko Haram. Ceci pourrait indiquer une moindre connaissance du groupe au Cameroun par rapport à ses voisins.

### La lutte contre Boko Haram

Les appréciations publiques des efforts nationaux de lutte contre l'extrémisme varient considérablement d'un pays à l'autre: Tandis que seulement quatre Nigériens sur 10 (42%) évaluaient les efforts de leur gouvernement « très efficaces » ou « assez efficaces », une grande majorité le pensait au Cameroun (81%) et au Niger (96%) (Figure 10). Ces opinions reflètent probablement la fréquence relativement plus basse des attaques dans les deux derniers pays.

**Figure 10: Appréciations des efforts de lutte contre l'extrémisme** | Nigéria, Cameroun, et Niger | 2014/2015



**Question posée aux répondants:** A quel point pensez-vous que le gouvernement a été efficace dans ses efforts pour résoudre le problème des extrémistes armés dans ce pays?<sup>7</sup>

Ces appréciations peuvent également concorder avec les résultats ci-dessus relatifs à la confiance du public dans les forces de sécurité. Les Nigériens ont affiché le niveau de confiance le plus bas envers leurs forces de sécurité parmi les 36 pays enquêtés en 2014/2015: Seuls 21% des répondants ont affirmé faire « partiellement » ou « très » confiance à la police, tandis que 40% en disaient de même pour l'armée. Le manque de confiance envers les forces de sécurité nigérianes a peut-être été exacerbé par les opérations anti-insurrectionnelles agressives du gouvernement, qui s'est engagé dans l'arrestation aveugle, la torture, et le massacre extrajudiciaire de certaines personnes suspectées d'être supporters ou membres de Boko Haram (Human Rights Watch, 2014). Par ailleurs, presque les trois-quarts des Nigériens considèrent la plupart ou tous les fonctionnaires de police corrompus (Tableau A.3 en annexe). Quand bien même Afrobaromètre ne s'est pas penché sur la perception de la corruption au niveau de l'armée, des accusations récemment portées contre Alex Badeh, ancien chef d'état-major, qui aurait détourné \$20 millions du gouvernement, semblent susceptibles de renforcer de telles perceptions (BBC, 2016).

La confiance envers la police et l'armée est considérablement plus élevée au Cameroun (42% et 70%, respectivement) et au Niger (86% et 92%). Ceci suggère qu'il pourrait y avoir

<sup>7</sup> Le texte de l'enquête au Cameroun et au Niger fait spécifiquement référence à Boko Haram.

un lien entre la confiance du public et les appréciations des efforts anti-extrémistes, même si le sens d'un tel lien n'est pas très clair.

Conformément à ces différences d'appréciations et de niveaux de confiance, le soutien au renforcement de la capacité militaire afin d'améliorer les efforts anti-extrémisme est considérablement plus élevé au Niger (73%) et au Cameroun (57%) qu'au Nigéria (40%) (Tableau 2). Quand les répondants ont dû répondre à la question de savoir quels étaient les premier et deuxième meilleurs moyens d'améliorer l'efficacité de leur gouvernement à contre l'extrémisme violent, le renforcement de la capacité militaire était le moyen le plus fréquemment évoqué dans tous les trois pays. Mais au Nigéria il était presque à égalité avec l'amélioration de l'économie et la création d'emplois (34%), tandis qu'au Niger et au Cameroun, toute autre option était distancée d'au moins 40 points de pourcentage par le renforcement de la capacité militaire. Ces divergences d'opinion pourraient résulter du fait que les Nigériens ont conscience de ce que les approches militaires n'ont pas réussi à défaire Boko Haram dans le pays par le passé, alors que les opérations militaires contre le groupe sont relativement nouvelles au Cameroun et au Niger.

**Tableau 2: Améliorer au mieux l'efficacité du gouvernement à contre l'extrémisme armé** | Nigéria, Cameroun, et Niger | 2014/2015

	Nigeria	Cameroon	Niger	Moyenne
<b>Renforcer la réponse ou les capacités militaires</b>	40%	58%	73%	65%
<b>Collaboration avec les chefs religieux en vue de régler le problème</b>	17%	6%	20%	13%
<b>Travailler à régler le problème en synergie avec les chefs traditionnels</b>	14%	12%	9%	10%
<b>Coopérer davantage avec les autres pays de notre région à régler le problème</b>	10%	16%	4%	10%
<b>Améliorer l'économie et créer plus d'emplois</b>	34%	9%	11%	10%
<b>Rien/Le gouvernement les combat déjà efficacement</b>	5%	8%	10%	9%
<b>Gouverner mieux/offrir de meilleurs services publics</b>	16%	8%	6%	7%
<b>Coopérer davantage avec la communauté internationale à régler le problème</b>	12%	8%	2%	5%
<b>Améliorer les standards d'enseignement</b>	16%	4%	2%	3%
<b>Accorder plus de liberté aux pouvoirs locaux afin qu'ils puissent prendre leurs propres décisions</b>	9%	2%	4%	3%
<b>Traiter mieux les communautés dont sont originaires les extrémistes</b>	9%	2%	1%	1%
<b>Augmenter les ressources distribuées aux états et communautés locales</b>	6%	1%	1%	1%
<b>Scinder le pays</b>	2%	0%	0%	0%
<b>Autres</b>	1%	15%	9%	12%
<b>Ne sait pas</b>	2%	12%	3%	7%

**Questions posées aux répondants:** A votre avis, quelles seraient les deux meilleures manières pour le gouvernement d'être plus efficace dans la lutte contre le problème des groupes extrémistes dans notre pays? (% des répondants qui ont mentionné chacune des options parmi leurs deux réponses)



La réponse en deuxième rang au Cameroun était la coopération régionale (16%), mais cette approche a reçu peu de soutien au Nigéria et au Niger. Les approches régionales pour contrer l'extrémisme violent en Afrique Occidentale et Centrale incluent la Stratégie Anti-terroriste (dont le plan d'exécution a été adopté en 2013) de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et le Système Ouest-Africain d'Information de la Police (WAPIS). Cependant, les relations entre le Nigéria et plusieurs de ses voisins sont caractérisés par la méfiance, surtout dans la région du Lac Tchad, où les tensions sont exacerbées par des conflits territoriaux et fluviaux (Okpara, Stringer, Dougill, & Bila, 2015). Comme le disait Adetula (2015), par rapport à ces efforts régionaux contre l'extrémisme violent, « Le chemin parcouru dépendra beaucoup de la capacité et la volonté politique des pays à respecter leurs engagements et les normes communes déjà adoptées » (p. 20).

### **Extrémisme violent au Mali**

Le Sahel est devenu une plaque tournante de l'activité extrémiste violente. En plus des insuffisances dans la gouvernance et la sécurité qui favorisent l'émergence des groupes djihadistes (Steinburg & Weber, 2015), la guerre civile libyenne en 2011 et l'effondrement subséquent de l'appareil sécuritaire du pays ont envahi la région d'armes légères et lourdes provenant des immenses réserves d'armes du gouvernement, « enrichissant les arsenaux de plusieurs acteurs non-gouvernementaux, dont des groupes terroristes » (Conseil de Sécurité des Nations Unies, 2013).

Plutôt qu'un seul groupe dominant, comme dans la région du Lac Tchad, plusieurs groupes extrémistes violents plus petits sont basés dans le Sahel. Leurs alliances changent fréquemment. Les groupes les plus actifs sont Ansar Dine, Al Qaeda au Maghreb Islamique (AQMI) et Al Mourabitoun. Même si leurs objectifs spécifiques diffèrent, ils partagent tous une idéologie salafiste/islamiste commune (Lacher & Steinberg, 2015). Ces groupes sont les plus actifs en Algérie, au Burkina Faso, au Mali, en Mauritanie, et au Niger.

En décembre 2014, les gouvernements du Burkina Faso, du Mali, de la Mauritanie, du Niger, et du Tchad ont créé le G5 Sahel, un cadre institutionnel qui vise à coordonner les politiques de développement et de sécurité dans la région, avec le soutien des Nations Unies (Office des Nations Unies contre la Drogue et le Crime, 2015).

L'extrémisme violent au Mali fait partie d'une plus grande crise sécuritaire impliquant des mouvements djihadistes et des groupes séparatistes dans le Nord du pays. Son aspect régional s'est révélée à tous au Nord Mali en mars 2012, quand le président du Mali, Amadou Toumani Touré, a été évincé dans un coup militaire. Dans l'instabilité qui a suivi, des séparatistes Touareg se sont alliés à Ansar Dine et AQMI et ont pris le contrôle des villes et territoires du Nord Mali. La prise de la capitale du pays, Bamako, a été évitée de justesse grâce à une intervention militaire française (Cilliers, 2015). Des forces onusiennes de maintien de la paix ont été déployées dans le pays en avril 2013 pour soutenir le rétablissement de l'autorité de l'état.

Cependant, en dépit d'un progrès significatif vers le retour à la paix, dont un accord entre le gouvernement malien et les séparatistes Touareg, des groupes armés djihadistes continuent leurs activités avec la même violence. Sur 199 attaques terroristes opérées au Mali entre 1990 et 2014 (tuant 725 personnes), 70% se sont produites entre 2012 et 2014 (Miller, 2015). La fréquence des attaques terroristes n'a fait qu'accroître depuis 2014, avec 77 attaques dans les six premiers mois de 2015. En novembre 2015, Al Mourabitoun et AQMI ont attaqué l'hôtel Radisson Blu de Bamako, tuant 20 civils.

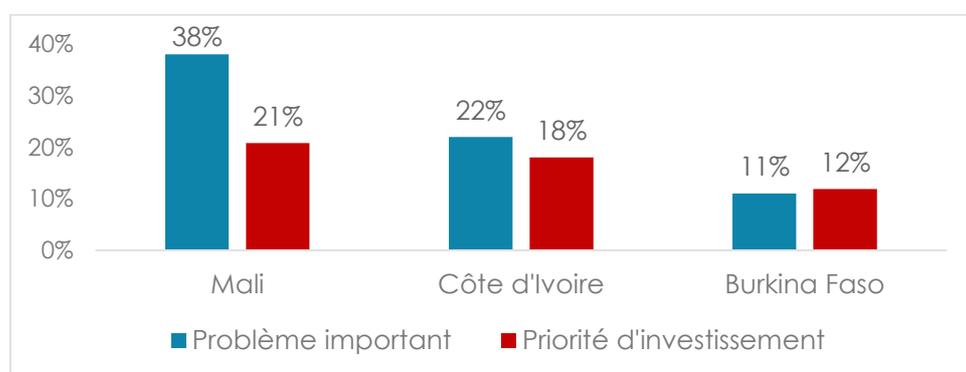
Les mêmes groupes ont revendiqué des attaques fortement médiatisées au Burkina Faso (janvier 2015) et en Côte d'Ivoire (janvier 2016) voisins, et la France a étendu ses opérations militaires et anti-terroristes à travers toute la région du Sahel (Al Jazeera, 2014; Sèbe, 2016).

## L'extrémisme au rang des priorités

Les questions de sécurité sont devenues proéminentes au Mali après 2008; avant, elles ne représentaient que 10% ou moins des réponses totales, puis se sont brusquement accrues jusqu'à 51% en 2012 et 56% en 2013 (voir le Tableau A.7 en annexe). En 2014, elles ont connu une diminution à 38%, reflétant l'optimisme public croissant dans le pays.

Toutefois, les Maliens étaient à peu près deux fois plus susceptibles que la moyenne continentale de considérer les questions de sécurité comme un problème national prioritaire auquel leur gouvernement devrait s'attaquer (19% en moyenne à travers 36 pays enquêtés). Par contre, 11% seulement des citoyens au Burkina Faso et 22% en Côte d'Ivoire considéraient la sécurité comme un problème d'importance capitale (Figure 11). De même, les Maliens étaient plus susceptibles de soutenir une dépense accrue du gouvernement dans la sécurité que les Ivoiriens et les Burkinabé.

**Figure 11: La sécurité au rang de priorité** | Mali, Côte d'Ivoire, et Burkina Faso | 2014/2015



### Questions posées aux répondants:

1. A votre avis, quels sont les problèmes les plus importants auxquels le pays fait face et auxquels le gouvernement devrait s'attaquer? (% de ceux qui ont mentionné des questions de sécurité parmi leurs trois réponses)
2. À votre avis, si le gouvernement de ce pays pouvait augmenter ses dépenses, lequel des secteurs suivants devrait être la priorité de ces investissements additionnels? Lequel serait la seconde priorité? (% qui ont mentionné des questions de sécurité parmi leurs deux priorités)

Comme pour la région du Lac Tchad, les opinions des citoyens quant à la priorité des problèmes de sécurité semblent être fonction de la fréquence des attaques extrémistes violentes. Le Burkina Faso n'a connu aucun incident important en 2014. Les Maliens, par contre, ont connu 55 attaques de groupes extrémistes violents en 2014, et sont à peu près quatre fois plus susceptibles que les Burkinabé d'identifier la sécurité comme priorité nationale (Tableau 3). La Côte d'Ivoire a connu un incident en 2014, quoique les incidents des années précédentes ainsi que l'instabilité dans les états voisins aient pu avoir eu un effet sur les priorités des citoyens.

**Tableau 3: Fréquence et impact des attaques extrémistes** | Mali, Côte d'Ivoire, et Burkina Faso | 2014/2015

	Dates d'enquêtes	La sécurité comme priorité	Nombre d'attaques, 2014	Nombre de morts, 2014	Indice Global du Terrorisme, 2014
<b>Mali</b>	Déc. 2014	37%	55	117	5.29
<b>Côte d'Ivoire</b>	Août-sept. 2014	22%	1	4	3.141
<b>Burkina Faso</b>	Avril-mai 2015	11%	0	0	0.7

## Résolution de la crise au Nord Mali

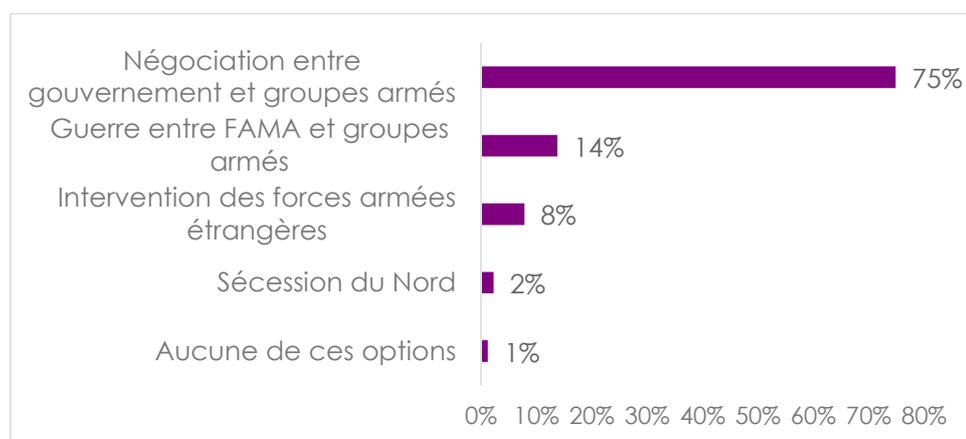
L'enquête 2013 d'Afrobaromètre au Mali a révélé, comme l'on aurait certainement pu s'y attendre, que les résidents des trois provinces du Nord (Kidal, Tombouctou, et Gao) étaient les principales victimes de la crise politique (Coulibaly, 2014). Cependant, l'attaque de novembre 2015 sur la capitale du pays révèle à quel point la crise sécuritaire est un problème national, par opposition à un problème qui n'affecterait que certaines régions du pays.

Cette section se penchera sur les questions liées à la crise en général, tandis que celles se rapportant spécifiquement à l'extrémisme violent seront évoquées dans la prochaine section.

Des études antérieures ont découvert que la proportion des Maliens qui estimaient que le pays était « plutôt » ou « tout à fait » sécurisé s'est considérablement accrue entre 2012 (17%) et 2013 (60%) (Bratton & Penar, 2014). En 2012, la principale suggestion pour résoudre la crise politique était le dialogue entre le gouvernement et les groupes armés (préconisé par 29% des répondants à l'enquête), tandis que la guerre entre les deux parties (25%) et une guerre soutenue par les troupes de la CEDEAO (13%) bénéficiaient également d'un soutien significatif (Coulibaly, 2014).

Selon les résultats de la dernière enquête (2014), trois-quarts des citoyens affirment que des négociations entre le gouvernement et les groupes armés offrent la meilleure chance de résolution de la crise sécuritaire dans le Nord (Figure 12). Le soutien à une solution militaire était sensiblement moindre, à 14%. Ceci suggère une augmentation depuis 2012 de la préférence du public pour le dialogue ou les négociations plutôt que pour une réaction purement militaire.

**Figure 12: Comment résoudre au mieux la crise dans le Nord | Mali | 2014**

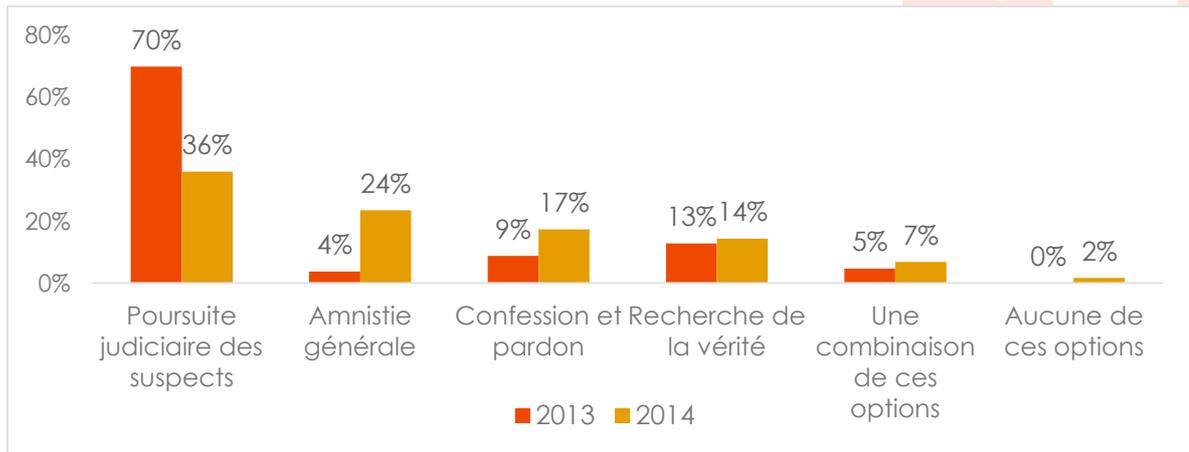


**Questions posées aux répondants:** À votre avis, laquelle des options suivantes offre actuellement la meilleure chance de résoudre la crise au Nord Mali?

Seulement 2% des répondants ont affirmé que la sécession des états du Nord serait le meilleur moyen de résoudre la crise politique, 8 points de pourcentage de moins qu'en 2013. Le soutien des citoyens à l'unité nationale est demeuré élevé au fort de la crise: En 2013, neuf répondants sur 10 (92%) préféraient que le pays demeure uni plutôt que de soutenir une sécession du Nord (6%) (Bratton, Coulibaly, & Dulani, 2014).

Entre les enquêtes de 2013 et 2014, la proportion des citoyens qui pensent que la justice rétributive (c.-à-d. la poursuite des personnes suspectées d'extrémisme) serait le meilleur moyen pour la paix durable et la réconciliation a diminué d'environ la moitié, de 70% à 36%, tandis que le soutien aux mesures alternatives telles que l'amnistie générale (24%) et la confession et le pardon (17%) s'accroissait (Figure 13).

**Figure 13: Comment obtenir une paix durable et la réconciliation** | Mali | 2013-2014

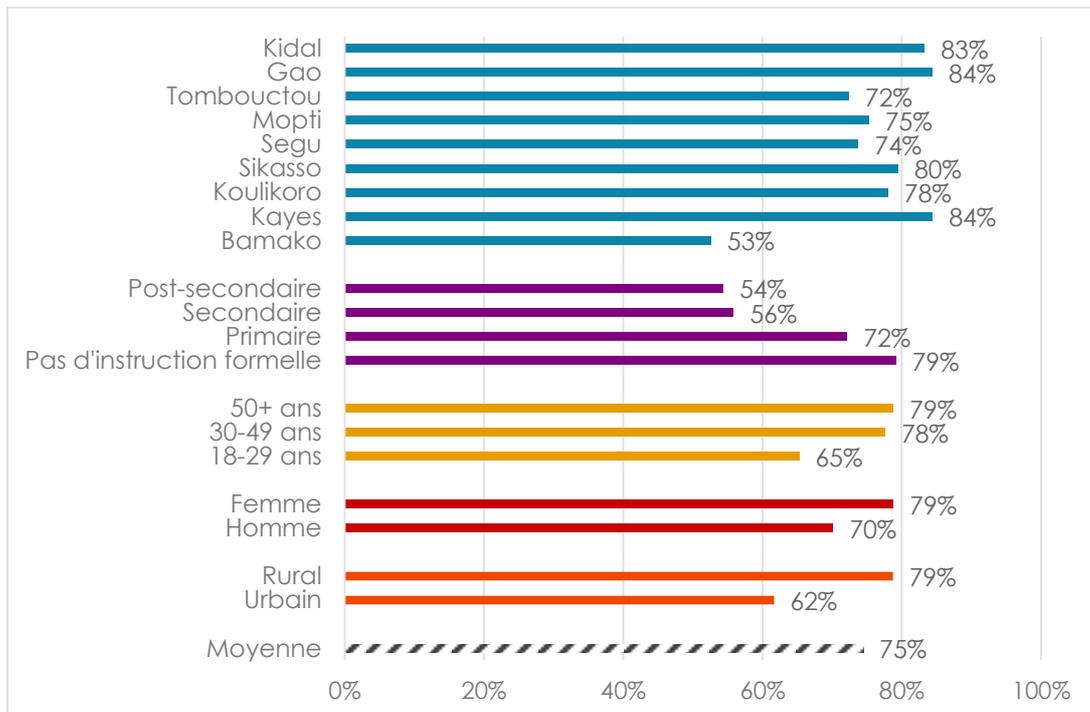


**Question posée aux répondants:** À votre avis, laquelle des options suivantes offre actuellement la meilleure chance pour la paix durable et la réconciliation au Mali?

### Faire face à l'extrémisme violent au Nord Mali

En décembre 2014, trois-quarts (75%) des Maliens affirmaient que les efforts du gouvernement étaient « quelque peu efficaces » ou « très efficaces » dans la lutte contre les groupes extrémistes armés dans le Nord. La satisfaction des citoyens était moindre dans les zones rurales (62%) et dans la capitale, Bamako (53%) (Figure 14). Les hommes, les citoyens les plus instruits, et les citoyens les plus jeunes étaient moins susceptibles de voir l'efficacité des efforts du gouvernement. Les résidents des régions occupées étaient en grande partie en faveur des efforts du gouvernement, même si les résidents de Tombouctou (72%) étaient moins satisfaits que ceux de Gao (84%) et de Kidal (83%).

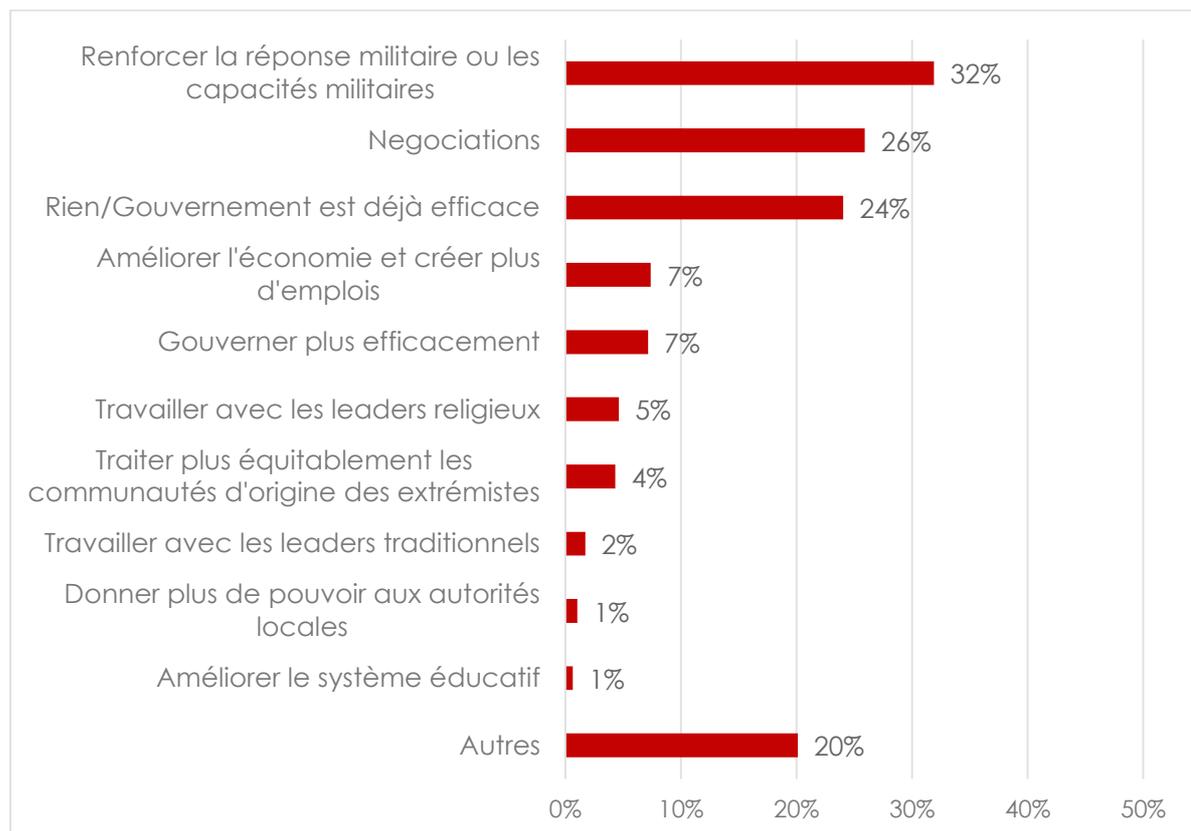
**Figure 14: Evaluations des efforts anti-extrémistes** | par région, niveau d'instruction, âge, sexe, et zone de résidence urbaine ou rurale | Mali | 2014



**Question posée aux répondants:** Combien efficace pensez-vous que le gouvernement était dans ses efforts pour s'attaquer au problème des groupes armés du Nord du pays? (% qui ont répondu « quelque peu efficace » ou « très efficace »)

A la question de savoir comment améliorer les efforts anti-extrémistes, un quart (24%) des Maliens ont affirmé qu'aucune amélioration n'était nécessaire ou que le gouvernement était déjà efficace, ce qui est sensiblement plus élevé que les niveaux de cette réponse au Nigéria, au Cameroun, et au Niger. Comme dans la région du Lac Tchad, cependant, le renforcement des réactions et/ou capacités militaires était la principale option de réponse choisie (32%), suivie de la négociation (26%) (Figure 15). Le soutien du public à la négociation au Mali est particulièrement intéressant, car elle n'était pas parmi les options présentées aux répondants et était donc spontanée.

**Figure 15: Comment améliorer au mieux les efforts anti-extrémisme | Mali | 2014**



**Questions posées aux répondants:** A votre avis, quel est le meilleur moyen de rendre les efforts du gouvernement dans la résolution du problème des groupes armés au Nord Mali plus efficaces? Et quel serait le deuxième meilleur moyen? (La figure montre le % des répondants qui ont mentionné chaque option parmi leurs deux priorités.)

## Extrémisme violent dans la Corne de l'Afrique

Au cours de la décennie écoulée, l'insurrection Al Shabaab contre le gouvernement Somalien s'est de plus en plus élargie à toute la région de l'Afrique de l'Est. En janvier 2007, le Conseil de Paix et de Sécurité de l'Union Africaine a créé la Mission de l'Union Africaine en Somalie (AMISOM), une force régionale de maintien de la paix destinée à soutenir les structures transitoires du gouvernement et contribuer à améliorer l'environnement sécuritaire. En juillet 2010, Al Shabaab a perpétré sa première attaque internationale majeure à Kampala, Ouganda, qui a fait 76 morts et 70 blessés (Al Jazeera, 2010). Depuis lors, le groupe a visé les pays de la sous-région dont sont originaires les membres de l'AMISOM, menant des attaques à Djibouti, au Kenya, et en Tanzanie. Des attaques planifiées ont été déjouées en Ethiopie.

En octobre 2011, le Kenya et la Somalie ont lancé l'opération *Linda Nchi* (« Protégeons le Pays »), une opération militaire conjointe pour prendre « des mesures préemptives coordonnées » contre Al Shabaab dans le Sud de la Somalie (Al Jazeera, 2011). Cela a très



vite attiré des attaques de représailles au Kenya, dont le territoire a connu d'année en année une augmentation régulière des attaques du groupe. D'après une estimation, 25% environ des militants d'Al Shabaab seraient des ressortissants Kenyans (BBC, 2014).

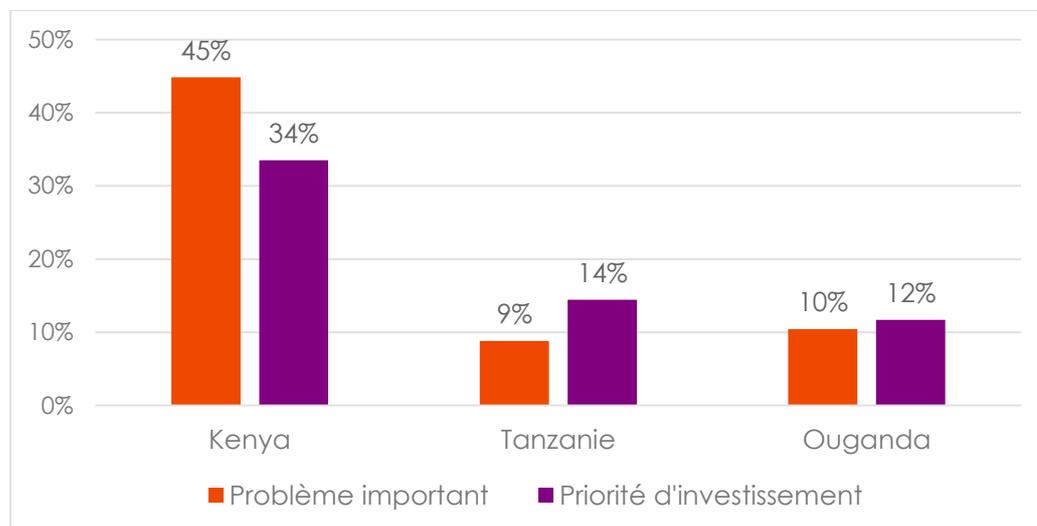
Les attaques les plus mortelles du groupe au Kenya ont visé le centre commercial Westgate à Nairobi (septembre 2013), causant 67 décès et plus de 175 blessés, et l'Université de Garrisa (avril 2015), faisant 148 morts et 79 blessés. L'attaque sur Westgate a révélé le rôle des combattants étrangers dans le groupe; Samantha Lewthwaite (populairement surnommée la « Veuve Blanche »), une citoyenne britannique, aurait prétendument joué un rôle important dans la planification de l'incident (Guardian, 2013).

En réponse à l'insécurité accrue, le gouvernement Kenyan a adopté une approche sécuritaire oppressive, qui a essuyé beaucoup de critiques alléguant des violations des droits de l'homme. En avril 2014, le gouvernement a lancé *Usalama Watch*, une opération de sécurité interne visant à améliorer la sécurité et prendre les étrangers illégaux suspectés de soutenir les activités d'Al Shabaab au Kenya. Amnesty International (2014) a documenté de nombreux cas de bastonnade, d'intimidation, d'extorsion, et de déplacement forcé imputés aux forces de sécurité gouvernementales, visant surtout la communauté somalienne du Kenya.

### L'extrémisme violent au rang de priorité dans la région

Comme nous l'avons dit précédemment, les problèmes de sécurité étaient les problèmes les plus fréquemment mentionnés au Kenya, évoqués par 45% des répondants (voir Tableau A.8 en annexe) contre une moyenne de 19% sur 36 pays. Ceci dépasse de loin les niveaux en Tanzanie (9%) et en Ouganda (10%) voisins (Figure 16). Un tiers (34%) des Kenyans soutenaient des investissements additionnels de la part du gouvernement sur la sécurité, contre seulement 14% de Tanzaniens et 12% d'Ougandais.

**Figure 16: La sécurité au rang de priorité | Kenya, Tanzanie, et Ouganda | 2014/2015**



#### Questions posées aux répondants:

1. A votre avis, quels sont les problèmes les plus importants auxquels le pays fait face et auxquels le gouvernement devrait s'attaquer?
2. Si le gouvernement de ce pays pouvait augmenter ses dépenses, lequel des secteurs suivants devrait être la priorité de ces investissements additionnels? Lequel serait la seconde priorité? (% qui ont mentionné la sécurité parmi leurs deux priorités)

Comme dans les régions du Lac Tchad et du Sahel, il semble y avoir une corrélation entre la priorisation par les citoyens des questions de sécurité et la fréquence des attaques extrémistes. Le Kenya a connu considérablement plus d'attaques en 2014 que l'un ou l'autre de ses voisins (Tableau 4).

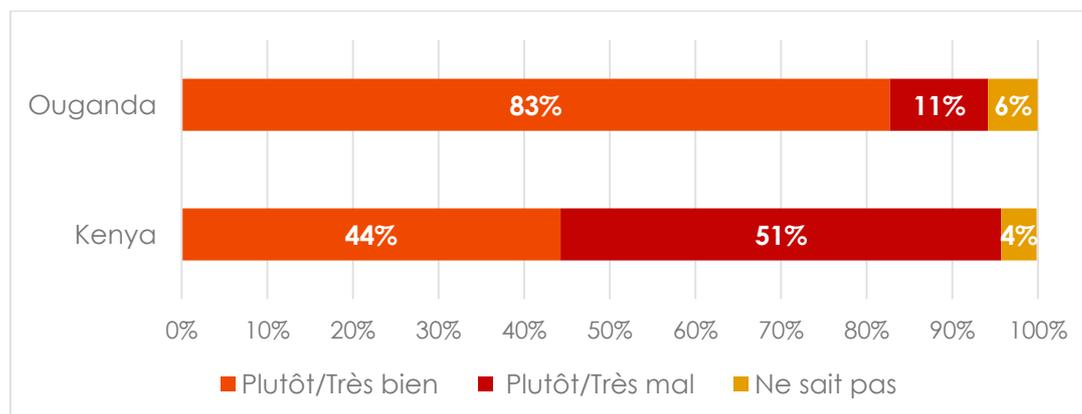
**Tableau 4: Fréquence et impact des attaques extrémistes** | Kenya, Tanzanie, et Ouganda<sup>8</sup> | 2014/2015

	Dates des enquêtes	La sécurité comme priorité	Nombre d'attaques, 2014	Nombre de morts, 2014	Indice Global du Terrorisme, 2014
<b>Kenya</b>	Nov.-déc. 2014	45%	95	287	6.58
<b>Tanzanie</b>	Août-nov. 2014	9%	9	4	3.71
<b>Ouganda</b>	Mai 2015	10%	3	32	2.93

### Réactions des citoyens face à l'intervention kenyane en Somalie

La satisfaction du public au regard des efforts du gouvernement dans la lutte anti-terroriste était considérablement inférieure au Kenya (44%) qu'en Ouganda (83%) (Figure 17). Comme nous l'avons vu précédemment, la confiance du public dans les forces de sécurité était également considérablement inférieure au Kenya que dans ses pays voisins: Alors que seulement un tiers (36%) à peu près des Kenyans affirmaient faire confiance à la police, environ six citoyens sur 10 en faisaient ainsi en Ouganda (56%) et en Tanzanie (61%). De même, moins de Kenyans ont affirmé faire confiance à l'armée (68%) que les Ougandais (78%) et les Tanzaniens (82%).

**Figure 17: Appréciation des efforts anti-terroristes** | Kenya et Ouganda<sup>9</sup> | 2014/2015



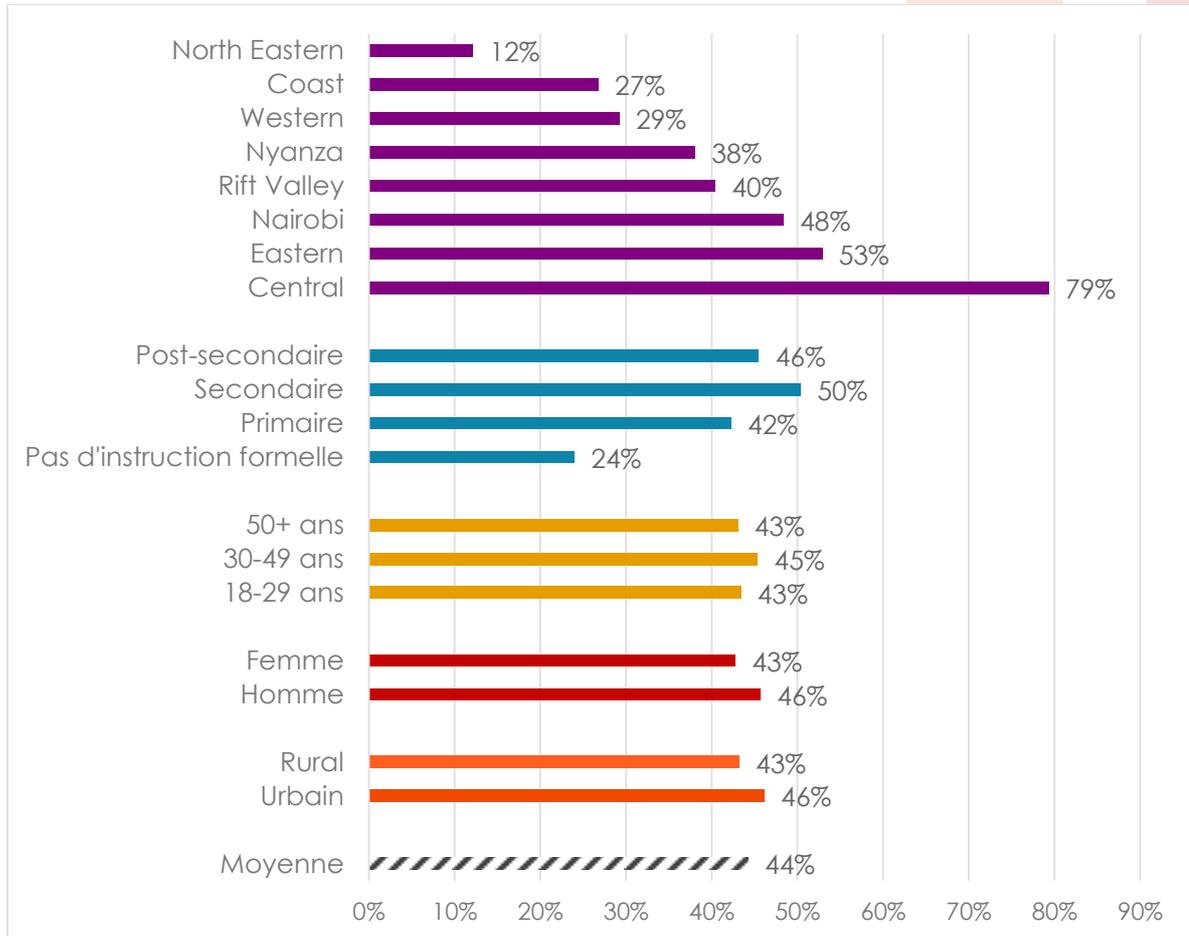
**Question posée aux répondants:** *Quelle est votre appréciation de la façon dont le gouvernement actuel traite les questions suivantes, ou n'en savez pas assez pour vous prononcer: Lutte anti-terroriste en/au [pays]?*

Au Kenya, l'appréciation par les citoyens des efforts de lutte anti-extrémiste du gouvernement variaient peu d'un sexe à l'autre, d'un groupe d'âge à l'autre, ou par zone de résidence urbaine ou rurale. Les répondants sans éducation formelle ont affiché les niveaux les plus bas de soutien (24%) (Figure 18). L'analyse par province (ancienne unité administrative du pays) révèle des disparités marquées dans la satisfaction des citoyens: Les résidents de la province Central ont affiché de loin les niveaux les plus élevés d'approbation (79%), suivis de la province Eastern (53%) et de Nairobi (48%), tandis que ceux des provinces North Eastern (12%), Coast (27%), et Western (29%) étaient les plus critiques.

<sup>8</sup> Les attaques en Ouganda sont attribuées aux Allied Democratic Forces (ADF), une milice, plutôt qu'à Al Shabaab.

<sup>9</sup> Cette question n'a pas été posée en Tanzanie.

**Figure 18: Approbation des efforts anti-extrémistes** | par région, niveau d'instruction, âge, sexe, et zone de résidence urbaine ou rurale | Kenya | 2014



**Question posée aux répondants:** *Quelle est votre appréciation de la façon dont le gouvernement actuel traite les questions suivantes, ou n'en savez pas assez pour vous prononcer: Lutte anti-terroriste en/au [pays]? (% qui ont répondu « très bien » ou « plutôt bien »)*

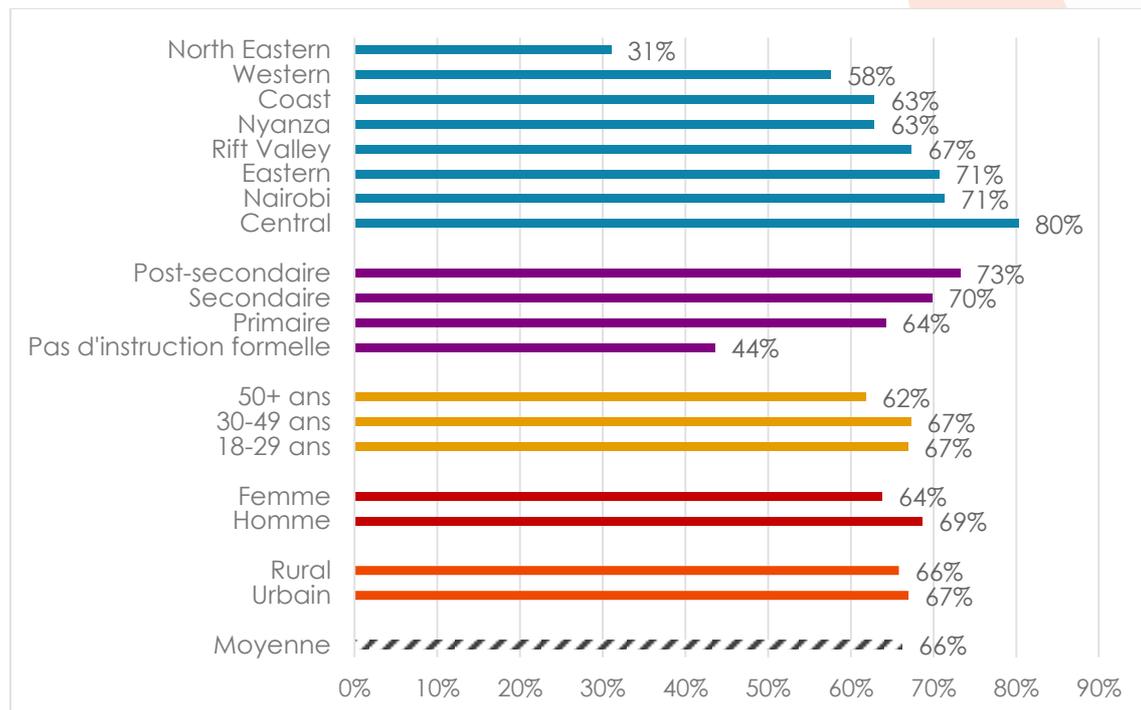
Les Kenyans étaient ambivalents par rapport à l'intervention des Forces de Défense du Kenya (KDF) en Somalie. Alors que deux-tiers (66%) des citoyens affirmaient que l'intervention « était nécessaire malgré les problèmes terroristes qui en ont résulté, » 43% seulement d'entre eux se sont opposés au retrait de la Somalie (Buchanan-Clarke & Lekalake, 2015).

Le soutien à l'intervention en Somalie était plus élevé au sein des hommes et des citoyens âgés de 18 à 49 ans, et s'est accru avec l'éducation formelle (Figure 19). Il n'y avait aucune différence par zone de résidence urbaine/rurale, mais le soutien par province était semblable aux appréciations publiques des efforts du gouvernement contre l'extrémisme violent.

Pour ce qui est d'un retrait des KDF de la Somalie, les Kenyans de sexe masculin et les plus jeunes étaient plus susceptibles de s'opposer à une telle idée que les citoyens de sexe féminin et les plus âgés (Figure 20). Le désaccord avec un retrait augmentait avec les niveaux d'instruction. Les résidents de la province Central ont ici encore affiché les niveaux les plus élevés sur cette mesure (63%), tandis que le désaccord était le moins élevé dans les provinces Nyanza (28%), Coast (33%), et North Eastern (34%).

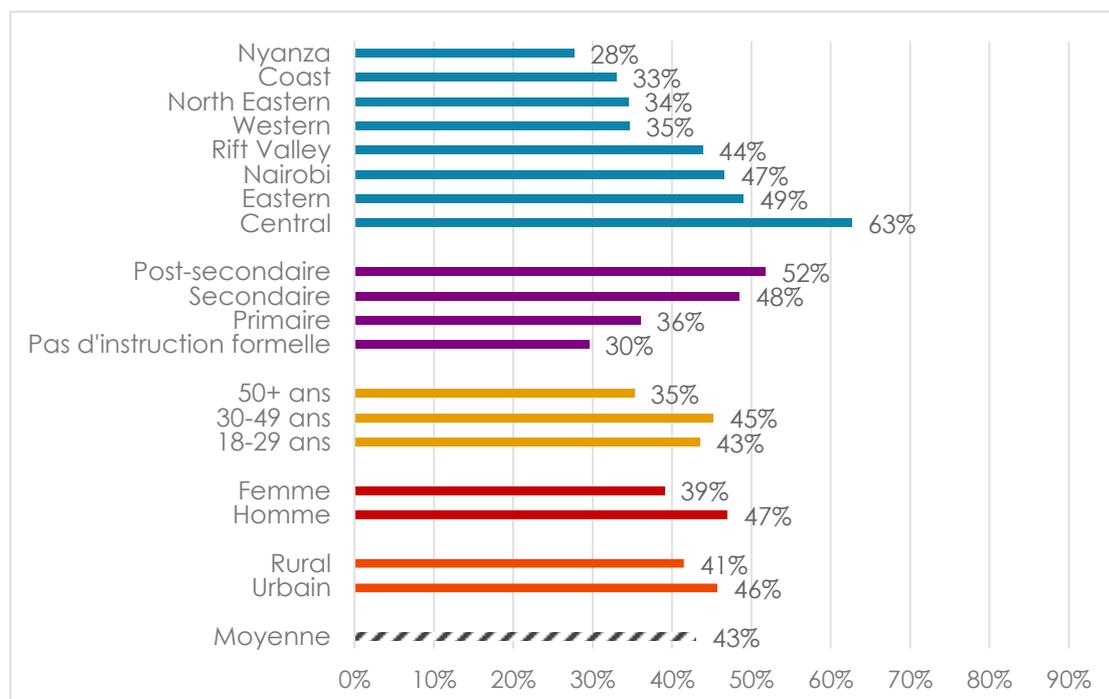
Ces résultats pourraient aider le gouvernement Kenyan à identifier les zones où il faut concentrer les campagnes de sensibilisation afin de renforcer le soutien du public à de futures politiques.

**Figure 19: Soutien à l'intervention en Somalie** | par région, niveau d'instruction, âge, sexe, et zone de résidence urbaine ou rurale | Kenya | 2014



**Question posée aux répondants:** Pour chacune des affirmations suivantes, veuillez me dire si vous êtes d'accord ou pas, ou n'en savez-vous pas assez pour vous prononcer: L'engagement des Forces de Défense Kenyanes ou KDF en Somalie était nécessaire malgré les problèmes terroriste qui en ont résulté? (% qui ont répondu « d'accord » ou « tout à fait d'accord »)

**Figure 20: Opposition au retrait des KDF de la Somalie** | par région, niveau d'instruction, âge, sexe, et zone de résidence urbaine ou rurale | Kenya | 2014



**Question posée aux répondants:** Pour chacune des affirmations suivantes, veuillez me dire si vous êtes d'accord ou pas, ou n'en savez-vous pas assez pour vous prononcer: Le KDF devrait se retirer de la Somalie? (% qui ont répondu « en désaccord » ou « tout à fait en désaccord »)

## Conclusion

Pendant la décennie écoulée, la menace de l'extrémisme violent s'est considérablement accrue dans un certain nombre de pays d'Afrique subsaharienne. La régionalisation des activités des groupes extrémistes et le renforcement des liens avec les réseaux djihadistes internationaux génèrent une difficulté monstre pour les forces de sécurité nationales, nécessitant une plus grande coopération régionale entre les pays touchés ainsi que le soutien des partenaires au développement internationaux.

Les résultats d'enquête d'Afrobaromètre révèlent des niveaux bas de confiance publique dans les forces de sécurité, surtout la police, dans beaucoup de pays africains, ce qui pourrait avoir un effet négatif sur les efforts du gouvernement dans la prévention et la lutte contre l'extrémisme violent.

Mettant l'accent sur trois « points névralgiques » régionaux de l'extrémisme violent – la région du Lac Tchad, le Sahel, et la Corne de l'Afrique – l'analyse révèle que les citoyens considéraient les questions de sécurité comme un problème hautement prioritaire, surtout dans les pays qui avaient connu des attaques extrémistes fréquentes.

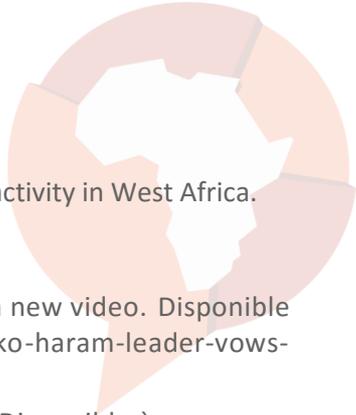
Les appréciations publiques des efforts de lutte contre l'extrémisme du gouvernement variaient considérablement d'un pays à l'autre, avec un soutien élevé au Niger, au Cameroun, en Ouganda, et au Mali. D'autre part, les Nigériens et les Kenyans étaient considérablement plus critiques des efforts de leurs gouvernements. Ceci, aussi, pourrait être lié à la situation sécuritaire périlleuse au Nigéria et au Kenya dans la période où les enquêtes ont été conduites.

Le soutien au renforcement des réactions et des capacités militaires était élevé dans tous les pays où la question a été posée. Les Nigériens ont également démontré un soutien substantiel aux solutions relatives à la gouvernance. Les Maliens ont exprimé un soutien ferme aux négociations entre le gouvernement et les groupes armés, mais l'expérience du pays a révélé la difficulté à résoudre l'extrémisme violent par le dialogue: Même si le gouvernement a pu s'entendre sur un accord de paix avec un certain nombre de groupes de rebelles Touareg, les groupes djihadistes tels qu'AQMI continuent de mener des actions tout aussi violentes.

Généralement, le soutien à une coopération régionale et internationale accrue était assez bas, malgré l'expansion géographique du champ d'action de ces groupes extrémistes. Les Kenyans étaient quelque peu ambivalents au sujet de l'intervention de leur gouvernement en Somalie: Bien que deux-tiers aient affirmé qu'elle était nécessaire, moins de la moitié ont rejeté un retrait de la Somalie.

La compréhension actuelle de la lutte anti-extrémiste et de la prévention de l'extrémisme violent révèle, entre autres facteurs, un besoin plus grand de s'attaquer aux causes fondamentales des conflits et d'établir des relations plus fortes entre les gouvernements et les communautés locales. Quand bien même l'analyse exploratoire ici présentée devra être vue à la lumière des changements de gouvernance et de l'évolution de l'extrémisme et des stratégies anti-extrémistes, elle suggère que le monitoring des attitudes publiques représente une valeur ajoutée dans le développement des politiques face à l'extrémisme violent.

## Références

- 
- Adetula, V. (2015). Nigeria's response to transnational crime and jihadist activity in West Africa. Friedrich Ebert Stiftung. Disponible à <http://library.fes.de/pdf-files/bueros/nigeria/11578.pdf>.
- Al Arabiya. (2015). Boko Haram leader vows to defeat regional force in new video. Disponible à <http://english.alarabiya.net/en/News/africa/2015/02/09/Boko-haram-leader-vows-to-defeat-regional-force-in-new-video.html>.
- Al Jazeera. (2010). Al-Shabab claims Uganda bombing. 13 juillet 2010. Disponible à <http://www.aljazeera.com/news/africa/2010/07/2010711212520826984.html>.
- Al Jazeera. (2011). Kenya says making gains against al-Shabab. Publié le 19 octobre 2011. Disponible à <http://www.aljazeera.com/news/africa/2011/10/2011101942627768243.html>.
- Al Jazeera. (2014). Boko Haram militants kidnap wife of Cameroon DP. Publié le 27 juillet 2014. Disponible à <http://www.aljazeera.com/news/africa/2014/07/boko-haram-kidnaps-wife-cameroon-vice-pm-2014727121842187354.html>.
- Amnesty International. (2014). Kenya: Somalis scapegoated in counter-terror crackdown. Publié le 27 mai 2014. Disponible à <https://www.amnesty.org/en/articles/news/2014/05/kenya-somalis-scapegoated-counter-terror-crackdown/>.
- Amnesty International. (2015). Stars on their shoulders. Blood on their hands. War crimes committed by the Nigerian military. Disponible à <https://www.amnesty.org/en/documents/afr44/1657/2015/en/>.
- Baker, P., & Davis, J. H. (2015). On terror, gentle hand or iron fist. New York Times. 19 février 2015. Disponible à <http://www.nytimes.com/2015/02/20/world/obama-extremism-summit.html>.
- BBC. (2014). Funding jihad: Al-Shabab cash lures in young Kenyans. Publié le 12 décembre 2014. Disponible à <http://www.bbc.com/news/world-africa-30419987?print=true>.
- BBC. (2016). Nigerian ex-defence chief Alex Badeh "stole \$20m." Publié le 7 mars 2016. Disponible à <http://www.bbc.com/news/world-africa-35743795>.
- Bentley, T., Olapade, M., Wambua, P. & Charron, N. (2015). Par où commencer? Concilier les ODDs avec les priorités des citoyens. Dépêche No. 67 d'Afrobaromètre. Disponible à <http://afrobarometer.org/fr/publications/ad67-par-ou-commencer-concilier-les-objectifs-de-developpement-durable-et-les-priorites>.
- Bratton, M., Coulibaly, M., & Dulani, B. (2014). Les Maliens veulent un pays uni et que justice soit faite au lendemain du conflit. Synthèse de Politique No. 13 d'Afrobaromètre. Disponible à [http://afrobarometer.org/sites/default/files/publications/Documents%20politiques/ab\\_r5\\_5\\_policypaperno13\\_fr.pdf](http://afrobarometer.org/sites/default/files/publications/Documents%20politiques/ab_r5_5_policypaperno13_fr.pdf).
- Bratton, M., & Penar, P. (2014). L'état d'esprit des Maliens reflète un regain d'espérance. Synthèse de Politique No. 9 d'Afrobaromètre. Disponible à <http://afrobarometer.org/fr/publications/pp9-letat-desprit-des-maliens-reflete-un-regain-desperance>.
- Buchanan-Clarke, S., & Lekalake, R. (2015). Is Kenya's anti-terrorist crackdown exacerbating drivers of violent extremism? Dépêche No. 37 d'Afrobaromètre. Disponible à [http://afrobarometer.org/sites/default/files/publications/Dispatches/ab\\_r6\\_dispatchno37.pdf](http://afrobarometer.org/sites/default/files/publications/Dispatches/ab_r6_dispatchno37.pdf).
- Cilliers, J. (2015). Violent islamist extremism and terror in Africa. Institute for Security Studies Paper 286. Disponible à [https://www.issafrica.org/uploads/Paper%20286%20\\_v3.pdf](https://www.issafrica.org/uploads/Paper%20286%20_v3.pdf).



- CNN. (2015). Boko Haram purportedly pledges allegiance to ISIS. Publié le 9 mars 2015. Disponible à <http://www.cnn.com/2015/03/07/africa/nigeria-boko-haram-isis/>.
- Commission Européenne. (2014). Preventing radicalisation to terrorism and violent extremism: Strengthening the EU's response. Disponible à [http://ec.europa.eu/dgs/home-affairs/e-library/documents/policies/crisis-and-terrorism/radicalisation/docs/communication\\_on\\_preventing\\_radicalisation\\_and\\_violence\\_promoting\\_extremism\\_201301\\_en.pdf](http://ec.europa.eu/dgs/home-affairs/e-library/documents/policies/crisis-and-terrorism/radicalisation/docs/communication_on_preventing_radicalisation_and_violence_promoting_extremism_201301_en.pdf).
- Conseil de Sécurité des Nations Unies. (2013). Final report of the panel of experts established pursuant to resolution 1973 (2011) concerning Libya. Letter dated 15 February 2013 from the Panel of Experts on Libya to the president of the Security Council. Publié le 9 mars 2013. Disponible à [http://www.securitycouncilreport.org/atf/cf/%7B65BFCF9B-6D27-4E9C-8CD3-CF6E4FF96FF9%7D/s\\_2013\\_99.pdf](http://www.securitycouncilreport.org/atf/cf/%7B65BFCF9B-6D27-4E9C-8CD3-CF6E4FF96FF9%7D/s_2013_99.pdf).
- Coulibaly, M. (2014). Perceptions populaires des cause et conséquences du conflit au Mali. Synthèse de Politique No. 10 d'Afrobaromètre. Disponible à <http://afrobarometer.org/fr/publications/pp10-perceptions-populaires-des-cause-et-consequences-du-conflit-au-mali>.
- Council on Foreign Relations. (2016). Nigeria security tracker. Disponible à <http://www.cfr.org/nigeria/nigeria-security-tracker/p29483>. Consulté le 22 janvier 2016.
- Guardian. (2013). Terror in Nairobi: The full story behind al-Shabaab's mall attack. Publié le 4 octobre 2013. Disponible à <http://www.theguardian.com/world/2013/oct/04/westgate-mall-attacks-kenya?view=mobile>.
- Guardian. (2015). Boko Haram declares allegiance to Islamic State. Publié le 8 mars 2015. Disponible à <http://www.theguardian.com/world/2015/mar/07/boko-haram-suicide-bombers-50-dead-maiduguri>.
- Hallowanger, J. D. (2014). The rise of terrorism in Africa. Commentaire. Front Page Africa. 10 février 2014. Disponible à : <http://www.frontpageafricaonline.com/index.php/oped/commentaries-features/665-the-rise-of-terrorism-in-africa>.
- Haut-Commissaire des Nations Unies pour les Réfugiés. (2015). Operation Sahel: Nigeria situation. Disponible à [http://data.unhcr.org/SahelSituation/country.php?id=502#\\_ga=1.28538107.63916290.1452594239](http://data.unhcr.org/SahelSituation/country.php?id=502#_ga=1.28538107.63916290.1452594239). Consulté le 22 janvier 2016.
- Hultman, L. (2007). Battle losses and rebel violence: Raising the costs for fighting. *Terrorism and Political Violence*, 19(2), 205-222.
- Human Rights Watch. (2014). World report 2014: Nigeria. Disponible à <http://www.hrw.org/world-report/2014/country-chapters/nigeria>.
- Institute for Economics & Peace. (2016). Global terrorism index 2015. Disponible à <http://economicsandpeace.org/reports/>.
- Lacher, W., Steinberg, G. (2015) Spreading Local Roots: AQIM and Its Offshoots in the Sahara. in *Jihadism in Africa: Local Causes, Regional Expansion, International Alliances*. Steinburg, G., Weber, A. (Eds) German Institute for International and Security Affairs. Disponible à : [http://www.swp-berlin.org/fileadmin/contents/products/research\\_papers/2015\\_RP05\\_sbg\\_web.pdf#page=7](http://www.swp-berlin.org/fileadmin/contents/products/research_papers/2015_RP05_sbg_web.pdf#page=7)
- Miller, E. (2015). Fact sheet: Terrorism in Mali. National Consortium for the Study of Terrorism and Responses to Terrorism. Disponible à [http://www.start.umd.edu/pubs/START\\_MaliFactSheet\\_Nov2015.pdf](http://www.start.umd.edu/pubs/START_MaliFactSheet_Nov2015.pdf).

- 
- Moore, J. (2016). The evolution of Islamic terrorism: An overview. Public Broadcasting Service (PBS). Frontline. Disponible à <http://www.pbs.org/wgbh/pages/frontline/shows/target/etc/modern.html>. Consulté le 9 mars 2016.
- National Consortium for the Study of Terrorism and Responses to Terrorism. (2016). Global Terrorism Database. Disponible à : <http://www.start.umd.edu/gtd>. Consulté le 27 avril 2016.
- Office des Nations Unies contre la Drogue et le Crime. (2015). UNODC facilitates security cooperation between G5 Sahel states. Disponible à <https://www.unodc.org/westandcentralafrica/en/g5-security-cooperation---mali-workshop-oct-2015.html>. Consulté le 10 mars 2016.
- Okpara, U. T., Stringer, L. C., Dougill, A. J., & Bila, M.D. (2015). Conflicts about water in Lake Chad: Are environmental, vulnerability and security issues linked? *Developmental Studies*, 15(4). Disponible à : <http://eprints.whiterose.ac.uk/91926/2/repository3.pdf>.
- Sèbe, B. (2016). Côte d'Ivoire attack: Why terrorists are targeting francophone Africa. *The Conversation*. Disponible à <http://theconversation.com/cote-divoire-attack-why-terrorists-are-targeting-francophone-africa-56259>.
- Steinburg, G., & Weber, A. (2015). Jihadism in Africa: An introduction. In G. Steinburg & A. Weber (Eds.), *Jihadism in Africa: Local Causes, Regional Expansion, International Alliances*. German Institute for International and Security Affairs. Disponible à : [http://www.swp-berlin.org/fileadmin/contents/products/research\\_papers/2015\\_RP05\\_sbg\\_web.pdf#page=7](http://www.swp-berlin.org/fileadmin/contents/products/research_papers/2015_RP05_sbg_web.pdf#page=7).
- Transparency International. (2015). People and corruption: Africa survey 2015. Disponible à [http://www.transparency.org/whatwedo/publication/people\\_and\\_corruption\\_africa\\_survey\\_2015](http://www.transparency.org/whatwedo/publication/people_and_corruption_africa_survey_2015).
- Zeiger, S., & Aly, A. (Eds.) (2015). *Countering violent extremism: Developing an evidence-base for policy and practice*. Perth, Australia: Curtin University. Disponible à <http://www.hedayah.ae/pdf/cve-edited-volume.pdf>.

## Annexe



Tableau A.1: Dates du Round 6 et d'enquêtes précédentes d'Afrobaromètre

Pays	Travaux de terrain du Round 6	Enquêtes précédentes
Afrique du Sud	Aout-septembre 2015	2000, 2002, 2006, 2008, 2011
Algérie	Mai-juin 2015	2013
Benin	Mai-juin 2014	2005, 2008, 2011
Botswana	Juin-juillet 2014	1999, 2003, 2005, 2008, 2012
Burkina Faso	Avril-mai 2015	2008, 2012
Burundi	Septembre-octobre 2014	2012
Cameroun	Janvier-février 2015	2013
Cap-Vert	Novembre-décembre 2014	2002, 2005, 2008, 2011
Côte d'Ivoire	Aout-septembre 2014	2013
Egypte	Juin-juillet 2015	2013
Gabon	Septembre 2015	N/A
Ghana	Mai-juin 2014	1999, 2002, 2005, 2008, 2012
Guinée	Mars-avril 2015	2013
Ile Maurice	Juin-juillet 2014	2012
Kenya	Novembre-décembre 2014	2003, 2005, 2008, 2011
Lesotho	Mai 2014	2000, 2003, 2005, 2008, 2012
Libéria	Mai 2015	2008, 2012
Madagascar	Décembre 2015-janvier 2015	2005, 2008, 2013
Malawi	March-avril 2014	1999, 2003, 2005, 2008, 2012
Mali	Décembre 2014	2001, 2002, 2005, 2008, 2013
Maroc	Novembre 2015	2013
Mozambique	Juin-aout 2015	2002, 2005, 2008, 2012
Namibie	August-septembre 2014	1999, 2003, 2006, 2008, 2012
Niger	Avril 2015	2013
Nigéria	Décembre 2014-janvier 2015	2000, 2003, 2005, 2008, 2013
Ouganda	Mai 2015	2000, 2002, 2005, 2008, 2012
São Tomé et Príncipe	Juillet-aout 2015	N/A
Sénégal	Novembre-décembre 2014	2002, 2005, 2008, 2013
Sierra Leone	Mai-juin 2015	2012
Soudan	Juin 2015	2013
Swaziland	Avril 2015	2013



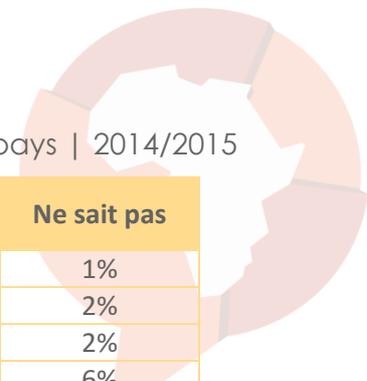
Pays	Travaux de terrain du Round 6	Enquêtes précédentes
Tanzanie	Aout-novembre 2014	2001, 2003, 2005, 2008, 2012
Togo	Octobre 2014	2012
Tunisie	Avril-mai 2015	2013
Zambie	Octobre 2014	1999, 2003, 2005, 2009, 2013
Zimbabwe	Novembre 2014	1999, 2004, 2005, 2009, 2012

**Tableau A.2: Les priorités des citoyens en matière d'investissements additionnels du gouvernement | 36 pays | 2014/2015**

	Première priorité	Deuxième priorité	Total
<b>Education</b>	37%	18%	55%
<b>Soins de santé</b>	21%	30%	51%
<b>Agriculture</b>	13%	16%	30%
<b>Infrastructures</b>	14%	13%	27%
<b>Sécurité</b>	8%	9%	17%
<b>Approvisionnement en énergie</b>	5%	10%	14%

**Questions posées aux répondants:** À votre avis, si le gouvernement de ce pays pouvait augmenter ses dépenses, lequel des secteurs suivants devrait être la priorité de ces investissements additionnels? Lequel serait la seconde priorité?

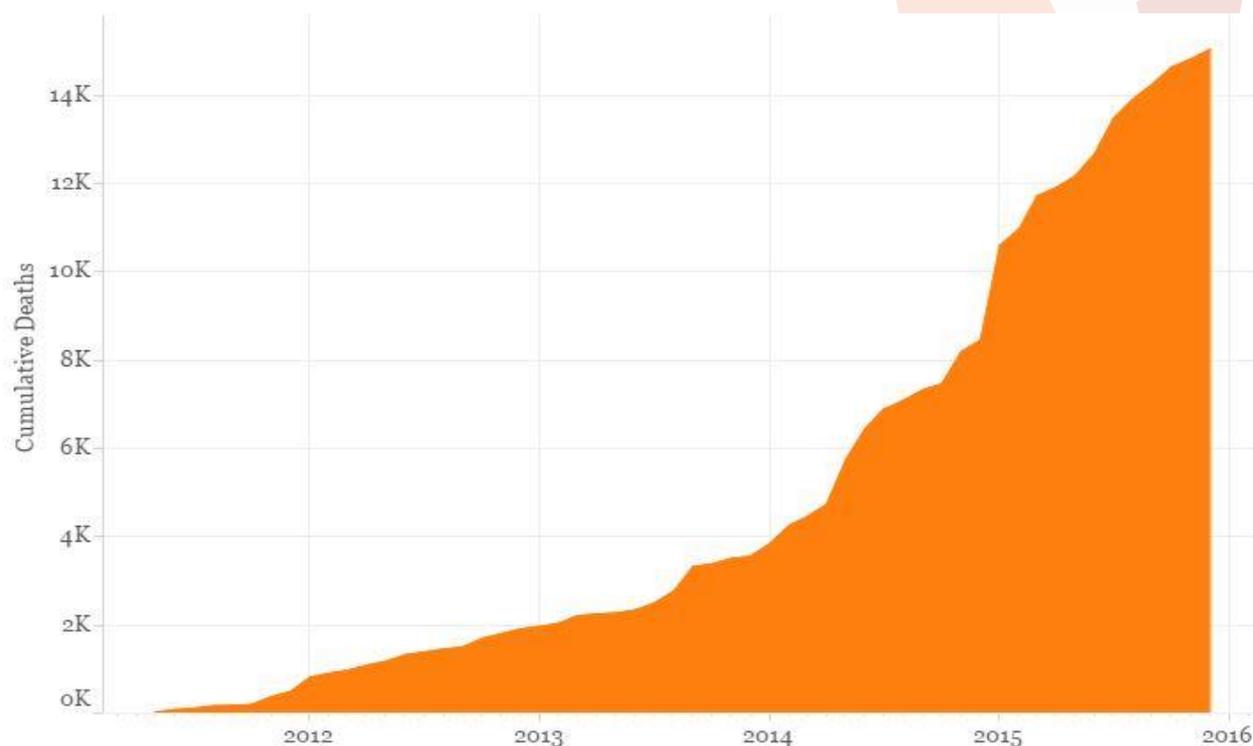
Tableau A.3: Perception de la corruption dans la police | 36 pays | 2014/2015



	Tous/ La plupart	Certains	Aucun	Ne sait pas
Libéria	77%	19%	2%	1%
Kenya	75%	20%	3%	2%
Nigéria	72%	24%	2%	2%
Ghana	64%	25%	5%	6%
Gabon	63%	33%	3%	1%
Ouganda	63%	25%	6%	5%
Sierra Leone	59%	26%	5%	10%
Zimbabwe	58%	31%	6%	4%
Cameroun	55%	34%	4%	6%
Bénin	54%	38%	6%	2%
Mali	53%	34%	13%	0%
Zambie	51%	38%	7%	4%
Tanzanie	50%	40%	6%	5%
Côte d'Ivoire	49%	40%	9%	2%
Madagascar	49%	36%	15%	1%
Afrique du Sud	48%	48%	4%	1%
Togo	44%	35%	8%	13%
Mozambique	43%	26%	9%	22%
Soudan	42%	43%	9%	6%
Swaziland	42%	45%	6%	8%
Burundi	41%	40%	15%	5%
Namibie	40%	50%	8%	3%
Lesotho	39%	36%	10%	15%
Malawi	39%	43%	10%	9%
Guinée	38%	40%	15%	7%
Botswana	34%	47%	11%	9%
Maroc	34%	55%	5%	6%
Sénégal	31%	43%	13%	14%
Burkina Faso	28%	51%	18%	3%
São Tomé et Príncipe	28%	33%	11%	27%
Niger	27%	41%	27%	5%
Egypte	26%	53%	12%	10%
Tunisie	26%	47%	19%	7%
Algérie	25%	46%	17%	12%
Ile Maurice	22%	70%	5%	4%
Cap-Vert	19%	37%	10%	34%
Afrique de l'Est	57%	31%	7%	4%
Afrique Centrale	48%	34%	6%	12%
Afrique de l'Ouest	47%	35%	10%	8%
Afrique Australe	42%	43%	8%	7%
Afrique du Nord	31%	49%	12%	8%
<b>Moyenne</b>	<b>45%</b>	<b>39%</b>	<b>9%</b>	<b>8%</b>

**Question posée aux répondants:** Selon vous, combien de personnes des groupes suivants sont impliquées dans des affaires de corruption, ou n'êtes-vous pas assez familiers avec eux pour donner votre opinion: La police?

**Figure A.1: Les morts attribués à Boko Haram dans les médias | mai 2011–janvier 2016**



Source: Council on Foreign Relations (2016)

**Tableau A.4: Les questions de sécurité comme problème important | Nigeria | 2000-2014<sup>10</sup>**

	2000	2003	2005	2008	2012	2014
Première réponse	0%	4%	1%	1%	13%	12%
Deuxième réponse	0%	6%	4%	3%	9%	9%
Troisième réponse	-	8%	5%	4%	12%	15%
<b>Total</b>	<b>0%</b>	<b>18%</b>	<b>10%</b>	<b>8%</b>	<b>34%</b>	<b>36%</b>

**Question(s) posée(s) aux répondants:** A votre avis, quels sont les problèmes les plus importants auxquels le pays fait face et auxquels le gouvernement devrait s'attaquer? (Note: Les répondants pouvaient donner jusqu'à deux réponses en 2000 et jusqu'à trois lors des enquêtes subséquentes. Le tableau montre le pourcentage des répondants qui ont mentionné des questions de sécurité comme un problème national majeur.)

<sup>10</sup> Les chiffres n'incluent pas les « autres réponses » spécifiques à cette année (par exemple « Boko Haram » en 2014).

**Tableau A.5: Perception du soutien à l'extrémisme | Nigeria contre Cameroun**  
| 2014/2015

	Aucun	Certains	La plupart	Tous	Ne sait pas
<b>Nigéria</b>					
<b>Chefs traditionnels</b>	26%	39%	15%	5%	15%
<b>Agents de l'administration locale</b>	23%	37%	18%	6%	16%
<b>Hauts fonctionnaires de l'administration fédérale/centrale</b>	11%	40%	26%	12%	11%
<b>Militaires nigériens</b>	13%	44%	23%	8%	11%
<b>Députés de l'Assemblée Nationale</b>	12%	40%	27%	8%	13%
<b>Musulmans nigériens</b>	16%	35%	25%	12%	13%
<b>Groupes extrémistes internationaux</b>	10%	33%	27%	16%	14%
<b>Cameroun</b>					
<b>Chefs traditionnels</b>	33%	35%	4%	1%	26%
<b>Agents de l'administration locale</b>	35%	32%	4%	1%	28%
<b>Hauts fonctionnaires du gouvernement</b>	26%	38%	6%	1%	28%
<b>Militaires camerounais</b>	34%	31%	5%	1%	29%
<b>Députés de l'Assemblée Nationale et sénateurs</b>	30%	32%	4%	1%	31%
<b>Musulmans camerounais</b>	10%	39%	11%	2%	27%
<b>Groupes extrémistes internationaux</b>	10%	26%	22%	10%	31%

**Question(s) posée(s) aux répondants:** Selon vous, lesquelles parmi les personnes suivantes soutiennent et aident les groupes extrémistes qui se lancent dans les attaques et les kidnappings au/en [pays], ou n'en savez pas assez pour vous prononcer?

**Tableau A.6: Perception du soutien à l'extrémisme | Niger | 2015**

	En désaccord/ Fortement en désaccord	En accord/ Fortement en accord	Ni en accord ni en désaccord	Ne sait pas
<b>Chefs traditionnels</b>	86%	7%	2%	4%
<b>Médias</b>	86%	5%	3%	6%
<b>Organisations de la société civile</b>	86%	5%	2%	6%
<b>Politiciens</b>	83%	8%	4%	5%
<b>Musulmans nigériens</b>	81%	13%	3%	3%
<b>Régions</b>	81%	12%	3%	5%
<b>Pays occidentaux</b>	48%	36%	5%	11%

**Question(s) posée(s) aux répondants:** Etes-vous d'accord ou pas avec les affirmations suivantes à propos du groupe Islamiste Boko Haram: Des pays occidentaux soutiennent et assistent Boko Haram? Certains \_\_\_\_\_ de ce pays soutiennent et assistent Boko Haram?

**Tableau A.7: Les questions de sécurité comme priorité nationale | Mali | 2001-2014**

	2001	2002	2005	2008	2012	2013	2014
Première réponse	4%	1%	1%	3%	33%	33%	19%
Deuxième réponse	2%	3%	1%	4%	10%	11%	9%
Troisième réponse	-	5%	2%	3%	8%	12%	10%
<b>Total</b>	6%	9%	4%	10%	51%	56%	38%

**Question(s) posée(s) aux répondants:** A votre avis, quels sont les problèmes les plus importants auxquels le pays fait face et auxquels le gouvernement devrait s'attaquer? (Note: Les répondants pouvaient donner jusqu'à deux réponses en 2001 et jusqu'à trois lors des enquêtes subséquentes. Le tableau montre le pourcentage des répondants qui ont mentionné des questions de sécurité comme un problème national majeur.)

**Tableau A.8: Les questions de sécurité comme priorité nationale | Kenya | 2003-2014**

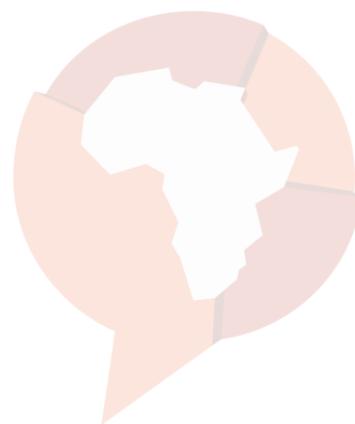
	2003	2005	2008	2011	2014
Première réponse	5%	6%	8%	5%	20%
Deuxième réponse	6%	6%	10%	8%	13%
Troisième réponse	8%	7%	10%	10%	11%
<b>Total</b>	19%	19%	28%	23%	45%

**Question(s) posée(s) aux répondants:** A votre avis, quels sont les problèmes les plus importants auxquels le pays fait face et auxquels le gouvernement devrait s'attaquer? (Note: Les répondants pouvaient donner jusqu'à deux réponses en 2001 et jusqu'à trois lors des enquêtes subséquentes. Le tableau montre le pourcentage des répondants qui ont mentionné des questions de sécurité comme un problème national majeur. En raison de l'arrondissement, les totaux pourraient différer d'un point de pourcentage par rapport à la somme des réponses.)

# AFRO

## BAROMÈTRE

DONNER UNE VOIX AU PEUPLE



**Stephen Buchanan-Clarke** est consultant sur le Programme Afrique auprès de l'Institut pour la Justice et la Réconciliation (IJR) au Cap, en Afrique du Sud.

**Rorisang Lekalake** est le chef adjoint de projet d'Afrobaromètre pour la région Afrique Australe, basé à IJR.

*Remerciements particuliers à Thomas Bentley pour sa contribution à cet article.*

Afrobaromètre, projet collaboratif de recherche par enquêtes, est conduit par un réseau de spécialistes des sciences sociales de plus de 30 pays africains. La coordination des activités est assurée par le Centre pour le Développement Démocratique (CDD) au Ghana, l'Institut de Justice et de la Réconciliation (IJR) en Afrique du Sud, l'Institut de Recherche Empirique en Economie Politique (IREEP) au Bénin, et l'Institut de Recherche pour le Développement (IRD) à l'Université de Nairobi au Kenya. L'Université Etatique de Michigan et l'Université de Cape Town fournissent de l'assistance technique au projet.

Afrobaromètre est soutenu financièrement par le Département britannique pour le développement international (DFID), l'Agence suédoise de coopération pour le développement international (SIDA), l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID), la Banque Mondiale, et la Fondation Mo Ibrahim.

Pour plus d'informations, veuillez visiter [www.afrobarometer.org](http://www.afrobarometer.org).

Suivez-nous sur Facebook et Twitter @Afrobarometer

**Photo de couverture:** Adaptée d'une photographie de Jordi Bernabeu Farrús [CC BY 2.0 (<http://creativecommons.org/licenses/by/2.0>)] montrant des commerçants fuyant suite à une explosion au marché de Bakara à Mogadiscio, en Somalie.

Contact: [daniel@cddgh.org](mailto:daniel@cddgh.org)  
[edem@cddgh.org](mailto:edem@cddgh.org)  
[rouessou@afrobarometer.org](mailto:rouessou@afrobarometer.org)